

LA DROITE, LES DROITES, DANS LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE,
DE 1870 À 1958 :

La droite « plurielle » dans la vie politique française, de 1870 à 1958

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

4 septembre 1870 : proclamation de la déchéance de l'Empire et proclamation de la République

8 février 1871 : élections à l'Assemblée nationale

6 juillet 1871 : manifeste du comte de Chambord

31 août 1871 : loi Rivet

1872 : apparition de l'étiquette "Appel au Peuple"

octobre 1873 : échec de la tentative de restauration monarchique

20 novembre 1873 : loi du septennat

30 janvier 1875 : amendement Wallon

1875 : lois constitutionnelles de la IIIe République

1876 : élections législatives ; premier des onze volumes de Taine, *Origines de la France contemporaine*, dernier en 1899

octobre 1877 : élections législatives

30 janvier 1879 : démission de Mac Mahon, élection de Jules Grévy

1er juin 1879 : mort du prince impérial, Napoléon Louis

1881 : élections législatives ; institution de la liberté de la presse

1882 : naissance de la Ligue des Patriotes

1883 : mort du comte de Chambord

1885 : fondation de l'Union des droites par le baron de Mackau

1889 : élections législatives ; naissance de la Ligue *antisémite*

16 février 1892 : Léon XIII, encyclique *Au milieu des Sollicitudes*

1894 : mort du comte de Paris

1895 : démission de Jean Casimir-Perier

22 décembre 1894 : condamnation de Dreyfus

novembre 1896 : la Ligue des Patriotes est fondée à nouveau

1897 : Maurice Barrès, *Les Déracinés*

1898 : fondation de l'Action française

31 décembre 1898 : fondation de la Ligue de la Patrie française

23 février 1899 : tentative de coup de force de Déroulède

1er juillet 1901 : loi sur les associations

octobre 1901 : naissance de l'Alliance républicaine démocratique

1902 : naissance de l'Action libérale populaire ; élections législatives

1903 : le Club alpin français adopte la devise « Pour la Patrie par la montagne »,
proposée par le géographe Schrader ; Moisei Ostrogorski, *La démocratie
et les partis politiques*

novembre 1903 : naissance de la Fédération républicaine

1906 : naissance de l'Institut d'Action française

1908 : *L'Action française* devient un quotidien

4 juin 1908 : attentat contre Dreyfus lors du transfert des cendres de Zola au
Panthéon

1912 : publication dans *L'Opinion*, sous le pseudonyme d'Agathon, d'une étude sur
« Les Jeunes Gens d'aujourd'hui » ; publication par Marcel Sembat de
Faites la paix, sinon faites un roi

août 1914 : formule de l'"Union sacrée" ; Barrès devient président de la Ligue de la
Patrie française

LA DROITE « PLURIELLE » DANS LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE, DE 1870 À 1958

4 septembre 1870 : proclamation de la déchéance de l'Empire et proclamation de la République

8 février 1871 : élections à l'Assemblée nationale

6 juillet 1871 : manifeste du comte de Chambord

31 août 1871 : loi Rivet

1872 : apparition de l'étiquette "Appel au Peuple"

octobre 1873 : échec de la tentative de restauration monarchique

20 novembre 1873 : loi du septennat

30 janvier 1875 : amendement Wallon

1875 : lois constitutionnelles de la IIIe République

1876 : élections législatives ; premier des onze volumes de Taine, *Origines de la France contemporaine*, dernier en 1899

octobre 1877 : élections législatives

30 janvier 1879 : démission de Mac Mahon, élection de Jules Grévy

1er juin 1879 : mort du prince impérial, Napoléon Louis

1881 : élections législatives ; institution de la liberté de la presse

1882 : naissance de la Ligue des Patriotes

1883 : mort du comte de Chambord

1885 : fondation de l'Union des droites par le baron de Mackau

1889 : élections législatives ; naissance de la Ligue *antisémite*

16 février 1892 : Léon XIII, encyclique *Au milieu des Sollicitudes*

1894 : mort du comte de Paris

1895 : démission de Jean Casimir-Perier

22 décembre 1894 : condamnation de Dreyfus

novembre 1896 : la Ligue des Patriotes est fondée à nouveau

1897 : Maurice Barrès, *Les Déracinés*

1898 : fondation de l'Action française

31 décembre 1898 : fondation de la Ligue de la Patrie française

- 23 février 1899 : tentative de coup de force de Déroulède
- 1er juillet 1901 : loi sur les associations
- octobre 1901 : naissance de l'Alliance républicaine démocratique
- 1902 : naissance de l'Action libérale populaire ; élections législatives
- 1903 : le Club alpin français adopte la devise « Pour la Patrie par la montagne »,
proposée par le géographe Schrader ; Moisei Ostrogorski, *La démocratie
et les partis politiques*
- novembre 1903 : naissance de la Fédération républicaine
- 1906 : naissance de l'Institut d'Action française
- 1908 : *L'Action française* devient un quotidien
- 4 juin 1908 : attentat contre Dreyfus lors du transfert des cendres de Zola au
Panthéon
- 1912 : publication dans *L'Opinion*, sous le pseudonyme d'Agathon, d'une étude sur
« Les Jeunes Gens d'aujourd'hui » ; publication par Marcel Sembat de
Faites la paix, sinon faites un roi
- août 1914 : formule de l'"Union sacrée" ; Barrès devient président de la Ligue de la
Patrie française
- 16 novembre 1919 : victoire du Bloc national
- 14 octobre 1923 : discours d'Évreux (Millerand)
- 1924 : renaissance de la Ligue des Patriotes ; création des Jeunesses Patriotes ;
élections législatives
- 11 juin 1924 : démission de Millerand
- février 1925 : fondation de la Fédération nationale catholique
- 11 novembre 1925 : fondation du Faisceau
- 22 juillet 1926 : retour de Poincaré au pouvoir
- décembre 1926 : condamnation de l'Action française par le Saint-Siège
- novembre 1927 : fondation des Croix de Feu
- avril 1928 : victoire électorale de Poincaré (Union nationale)
- 1930 : André Siegfried publie *Tableau des partis en France* ; le lieutenant-colonel de
La Rocque prend la tête des Croix de Feu
- 1932 : Albert Thibaudet publie *Les Idées politiques de la France* ; élections
législatives

- 1933 : fondation du Francisme et de la Solidarité française
- 1934 : Daniel Halévy, *La République des comités*
- 9 février 1934 : soyons sérieux : gouvernement Doumergue d'Union nationale
- 1935 : création de la Cagoule
- 13 février 1936 : dissolution de la Ligue d'Action française
- 21 juin 1936 : création du Parti social français (PSF)
- juillet 1936 : création du Parti populaire français (PPF)
- 1937 : le comte de Paris désavoue l'Action française
- 16 mars 1937 : contre-manifestation de Clichy
- 1938 : Maurras élu à l'Académie française
- 10 juillet 1940 : vote des pleins pouvoirs à Pétain
- août 1940 : création de la Légion française des Combattants
- janvier 1941 : création du Rassemblement national populaire (RNP)
- janvier 1945 : Maurras : « C'est la revanche de Dreyfus ! »
- 21 octobre 1945 : élection de la première Assemblée constituante
- 1946 : parution de François Goguel, *La politique des partis sous la IIIe République*
- 7 avril 1947 : fondation du Rassemblement du Peuple français (RPF)
- 5 mai 1947 : « démission » des ministres communistes
- 6 janvier 1949 : fondation du Centre national des Indépendants
- 6 mars 1952 : investiture d'Antoine Pinay
- 1954 : première édition de René Rémond, *La Droite en France de 1815 à nos jours*, Aubier, div. rééditions, dont *Les Droites en France*, 1982, 544 p.
R.Rémond avait commencé son travail en 1951.
- janvier 1956 : élections législatives
- 13 mai 1958 : 13 mai 1958 ...
- 1992 : parution de J.-F.Sirinelli dir., *Histoire des droites en France*, Gallimard, 3 vol., "Politique", 684 p., "Cultures", 800 p., "Sensibilités", 976 p.
- 1995 : parution de J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. "Quadrige", 1 254 p.
- 1995 : parution de M.Winock prés., *La Droite depuis 1789. Les hommes, les idées, les réseaux*, Seuil, coll. "Points", 414 p.

2004 : cinquantenaire de la première édition de René Rémond, *La Droite en France...*

LA DROITE « PLURIELLE » DANS LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE, DE 1870 À 1958

- une distinction droite/gauche fort ancienne et significative
 - une généalogie singulier-pluriel, une généalogie des droites devenues canoniques.
- Caduque ?

I. Vue cavalière et canonique : la droite, les droites, dans la vie politique du XIXe siècle, fondement d'une tradition, analysée par René Rémond

1°) Trois droites

a) L'apport de René Rémond

- Dans son ouvrage classique sur la droite en France, paru dans une première édition en 1954, réédité et complété à plusieurs reprises, et que l'école historique française n'a pu, semble-t-il, que largement confirmer et illustrer par la suite, René Rémond a exposé l'apparition de trois droites, à des moments successifs de l'évolution politique de la France :
 - "La première emprunte aux *ultras* de la Restauration leur doctrine, la contre-révolution : **elle est la tradition faite système et érigée en politique. [...]** La seconde, conservatrice et libérale, hérite son fond de l'*orléanisme*.[...] La troisième a opéré un amalgame d'éléments hétérogènes sous le signe du *nationalisme*, dont le bonapartisme est un précurseur."

b) Le légitimisme

- L'ultracisme de la Restauration (1814-1830) s'est voulu explicitement "à droite" et "l'opposition de sa Majesté", c'est-à-dire une opposition par surenchère, surtout, boudant la Charte octroyée après la première abdication de Napoléon, à Louis XVIII.
- Il avait obtenu une majorité écrasante dans la "chambre introuvable" de 1815, recruté essentiellement dans l'aristocratie et revendiqué une société hiérarchisée et des liens avec l'Eglise catholique.
- Il fut toujours très marqué par le traditionalisme, c'est-à-dire par un système de pensée introduit par Bonald et Joseph de Maistre et développé partout en Europe après le Congrès de Vienne et qui désirait avec véhémence le retour aux monarchies absolues antérieures à la période révolutionnaire, voulues par un ordre divin et système politique "naturel" dont la Révolution française, monstrueuse déviation du cours de l'Histoire, était venue détourner le cours.

□ Fidèles à l'idée d'une monarchie paternelle appuyée sur les secours de la religion, les ultras avaient été très sensibles au premier romantisme, royaliste et catholique, alors qu'un second romantisme se fit libéral voire républicain, aux alentours de la révolution de 1830.

□ Celle-ci installa sur le trône la branche cadette des Orléans, qui régna jusqu'en 1848 sous le nom de Monarchie de Juillet et par l'intermédiaire de Louis-Philippe 1er (et unique), "roi des Français" et non plus de France. Cette dynastie, qui n'a plus de "dauphin" mais un "héritier", était considérée comme usurpatrice par les anciens ultras, qui s'appelèrent donc les légitimistes à partir de 1830.

□ Le légitimisme a donc été tout au long du XIXe siècle le parti de la fidélité à la branche des Bourbons, mettant ses espoirs de nouvelle restauration — qui furent toujours déçus — en la personne du petit-fils de Charles X, duc de Bordeaux devenu comte de Chambord, du nom du château qui avait été offert par souscription nationale à l' "enfant du miracle", fils posthume du duc de Berry.

□ Fidélité et refus du nouveau régime de l'usurpateur : les légitimistes pratiquent sous la Monarchie de Juillet l' "émigration à l'intérieur", refusant les places et se réfugiant dans les salons du faubourg Saint-Germain, les cercles, les Sociétés savantes, les Sociétés hippiques, les Sociétés d'agriculture, les comices agricoles, s'occupant de la mise en valeur — souvent moderniste — de leurs terres, de la restauration de leurs châteaux, de lettres, sciences et arts.

□ Mais ces "carlistes" comme disent péjorativement, en faisant référence à la situation monarchique espagnole, les orléanistes, ne furent pas que repli frileux et études en héraldique, le légitimisme connut au contraire un rajeunissement idéologique sous la Monarchie de Juillet, fait de préoccupations sociales et de désirs de réconcilier la monarchie avec le peuple, au moment où la Révolution industrielle se déploie sur le pays.

c) L'orléanisme

□ À ce moment installé au pouvoir, l'orléanisme représente une seconde droite, à la fois conservatrice et libérale : il s'agissait de lutter contre les républicains, les insurrections ouvrières et le désordre, contre le "rouge" — le mot apparut à ce moment — et pour la stabilisation du nouveau régime, défini comme un "juste milieu", à l'écart des extrêmes, mais aussi de fonder des institutions et une pratique laïques et politiques sur le libéralisme, compris essentiellement par les orléanistes comme parlementaire. Tout au long du XIXe siècle et des vicissitudes politiques, l'orléanisme se fit l'apôtre d'un parlementarisme raisonnable, davantage finalement que d'une fidélité dynastique, et c'est pour cela qu'il est pour beaucoup aux origines de la naissance des institutions de 1875, devenues en fait républicaines :

"Aux orléanistes la personne importe moins que le régime et la dénomination du régime moins que les institutions. Pareille évolution est impensable d'un légitimiste[...]" (René Rémond).

□ L'hostilité mutuelle entre légitimisme et orléanisme n'avait pas empêché une coalition pendant la Seconde République sous le nom fort révélateur de Parti de l'Ordre et aux débuts de la IIIe République sous celui d'Ordre moral.

d) Le bonapartisme

□ Mais à ce dernier moment, il y avait trois familles de droite : le parti bonapartiste apparu en 1848 pour porter au pouvoir Louis-Napoléon, le neveu de Napoléon Bonaparte, et sous la seconde République ennemi du Parti de l'Ordre, avait triomphé par le coup d'état de 1851 et la fondation du second Empire et s'était transformé en un bonapartisme.

□ A vrai dire celui-ci ne s'était voulu dans le second XIXe siècle ni de droite ni de gauche, se situant au-dessus des "partis" (à prendre évidemment dans un sens très large).

□ Le bonapartisme eut en réalité jusqu'au XXe siècle deux composantes, l'une, populaire, démocratique, volontiers anticléricale, s'incarnant surtout dans un bonapartisme rural, qui **amorça l'œuvre d'éducation politique des campagnes et nuance fortement aux yeux de nombreux historiens** — depuis Ch.-H. Pouthas — la légende noire de la "campagnocratie" (*sic*) et du Second Empire.

□ Cette "aile gauche" se doubla d'une composante "de droite", conservatrice, alliée aux notables et à l'Eglise, dirigée vers la défense sociale et ayant obtenu le ralliement partiel des orléanistes (plutôt que des légitimistes).

□ Cette troisième droite est donc plus complexe que les deux autres : il est vrai, pour reprendre l'excellente formule de Guizot, que "c'est beaucoup d'être à la fois une gloire nationale, une garantie révolutionnaire et un principe d'autorité" !

□ problème historiographique : y a-t-il vraiment un bonap. de gauche ?

2°) Les coalitions et les transformations d'une droite « plurielle »

a) L'Ordre moral

□ L'Ordre moral avait été une première coalition des droites : certes l'Assemblée nationale de février 1871 semblait ressusciter l'ancienne France et une extrême-droite contre-révolutionnaire, celle des "cheveu-légers" y réclamait avec fougue une monarchie chrétienne et une société hiérarchique fondée sur le patronage, et dans le pays s'étendait la vague de l'ultramontanisme et du catholicisme "assomptionniste"

□ mais les légitimistes avaient besoin des orléanistes, dont le libéralisme impliquait la supériorité nécessaire des élites sociales, et dans l'armée le bonapartisme gardait de nombreuses sympathies.

□ Mais les projets de Restauration échouèrent, et la République en fut fondée.

□ une conception manichéenne. « République des Ducs » et « fin des notables » les moyens de l'Ordre moral: voir *Débuts*, pp. 31-33

□ la campagne ultramontaine: *idem*, p. 33

b) La division des bonapartistes et les droites parlementaires

□ la division des bonapartistes:

après le 1er juin 1879, date de la mort du prince impérial Napoléon Louis, le bonapartisme se divisa entre partisans du prince Napoléon Jérôme (les «jérômistes», bonapartistes de gauche) et du prince Victor (1862-1926), le fils du précédent, (les «victoriens», incarnant le bonapartisme de droite). Le premier bénéficiait de la règle de succession telle qu'elle avait été fixée en 1852, mais le second avait été désigné comme héritier dans le testament de son petit-cousin, Napoléon Louis, et il bénéficiait du soutien de Rouher, l'ancien «vice-empereur».

□ les droites parlementaires: voir *Débuts*, p. 53

c) Une autre coalition le nationalisme

□ une nouvelle droite dans les années 1890 ? Voir *Débuts*, pp. 162-164 & *BÉ*, pp. 24-25

□ On objectera que le temps a passé, et que si l'on se place en 1899, au moment où Waldeck-Rousseau accède au pouvoir, il semble qu'il existe trois autres droites, les "ralliés", les "progressistes" — qui avaient de plus en plus évolué vers la Droite, d'ailleurs, et que l'Affaire Dreyfus fait basculer — et le nationalisme, dont le boulangisme a dressé l' "acte de naissance" et l'Affaire l' "acte de baptême" (R.Rémond) et qui se présente comme une droite nationale militariste, plus cléricale que véritablement religieuse, violemment antiparlementaire et anti-intellectualiste, et dont les deux exutoires sont l'agitation de rues et la polémique de presse à l'affût des scandales.

□ La démonstration de l'existence d'une filiation avec les trois droites plus anciennes est aisée. Les "ralliés" sont visiblement les mêmes que les légitimistes : mêmes hommes, d'anciens monarchistes dont la mort du comte de Chambord en 1883 a laissé vacante la fidélité monarchique, et une idéologie restée conservatrice.

□ Orléanistes et progressistes ne sont pas les mêmes personnages, mais ils ont les mêmes idées "juste milieu" : être à mi-chemin de la révolution et de la réaction, peu de souci pour problèmes sociaux.

□ Continuité aussi entre bonapartistes et nationalistes : on retrouve souvent les mêmes hommes et presque toujours des zones d'influence électorale identiques, mais il y a dans le nationalisme un élément neuf, l'antisémitisme.

□ Le grand changement n'est pas dans la nature des droites mais dans leur rapports : le nationalisme a, en quelques années, pris un tel développement, et exercé une séduction si forte, qu'il impose, bon gré mal gré, son ton, son style, ses méthodes, aux deux autres droites.

□ imp. de Taine : les *Origines de la France contemporaine*, 11 vol., 1876-1899. Quête de la "pathologie politique" propre de la Fr. ⇒ caractère artificiel du jacobinisme ⇒ soutien des conservateurs et les national., en particulier ceux de l'Action française, se réclameront de la pensée positiviste, nationaliste et tradit. de T.

⇒ Il devient donc le chef de file d'une école néo-tradit. qui exalte respect des tradit., non plus c. avant 1870 dans perspective catho. et légiti., mais en raison d'une approche positiviste qui conduit à se méfier de tout ce qui est susceptible de bouleverser les cadres nationaux.

Un bon gouv. repose sur les élites ⇒ prône le suffrage à deux degrés

Participe avec Émile Boutmy à la création de l'École libre des Sc. polit.

□ C'est l'affaire Dreyfus, évidemment, qui a provoqué à l'extrême-droite l'apparition de cette nouvelle famille politique qu'est le nationalisme doctrinal auquel Maurice Barrès a cherché à donner une assise intellectuelle mais qui est aussi sensible au darwinisme social de Vacher de Lapouge et du professeur Jules Soury.

□ pour Barrès : voir dans le dossier biographie le passage « Pendant près de 30 ans, Barrès va occuper une place de premier plan sur la scène littéraire, maître à penser d'une **génération en quête d'elle-même**, exerçant autant d'influence par son style de vie que par son écriture. C'est après 1890 que sa pensée politique se structure autour d'un nationalisme lyrique, fort éloigné de celui de l'Action française. Traditionaliste, il entend s'enraciner dans sa province lorraine, exalter la nation à travers son histoire, ses traditions, « la terre et les morts ». À la différence de Maurras, il accepte tous les héritages de l'histoire nationale, y compris la Révolution française. Ses idées s'expriment à travers le journal qu'il fonde en 1894, *La Cocarde* et surtout à travers les trois tomes du Roman de l'énergie nationale, qui paraissent de 1897 à 1902. À la fin du siècle, il est devenu le maître à penser du courant antidreyfusard, du nationalisme politique et du conservatisme social. À ce titre, il préside la Ligue de la Patrie française où se rassemblent les intellectuels antidreyfusards. Il cumule honneurs et fonctions, membre de l'Académie Française depuis 1906, député de Paris jusqu'à sa mort, appelant sans cesse au réveil de l'énergie, à la mobilisation des Français en vue de la guerre qui approche. »

□ Certes, parlementairement le nationalisme représente moins que les progressistes, mais il est la force vitale des ligues, Ligue des Patriotes (recréée en novembre 1896), Ligue antisémite (une première avait duré de 1889 à 1890 ou 1892), Ligue de la Patrie française (fondée le 31 décembre 1898, est la plus puissante des organisations suscitées par l'Affaire, avec 150 à 200 000 membres, la plus « intellectuelle », avec pour président d'honneur Maurice Barrès, président effectif le poète François Coppée, et la mieux étudiée (par J.-P. Rioux), et Ligue d'Action française.

□ Cette dernière, "promise à l'avenir le plus durable", n'est-elle pas la synthèse fondamentale?

□ à compléter par *Débuts*, pp. 138-139 (le nationalisme devient « de droite » à la fin du XIXe siècle), *BE*, pp. 24-25 (trois droites, un nationalisme)

⇒

d) L'Action française, une synthèse des traditions ?

□ Créée en 1898 par Henri Vaugeois, professeur de philosophie de 34 ans, et un critique littéraire de 26 ans, Maurice Pujo, l'Action française fut d'abord, dans la perspective des législatives, un comité électoral nationaliste ; elle devint un mouvement politique, qui se voulut doctrinaire autour des deux formules principales "nationalisme intégral" et "réaction d'abord !", mais de surcroît à partir de 1899 une revue bimensuelle, *Bulletin* puis *Revue d'Action française*, qui deviendra en 1908 un quotidien.

- Adhère au bout de quelques mois, intrigué par un article de Pujo paru dans *L'Éclair*, un jeune poète provençal, disciple de Mistral. Cet admirateur des lettres classiques avait eu la révélation de la civilisation gréco-romaine au cours d'un voyage en Grèce effectué pour suivre les premiers Jeux olympiques de l'ère moderne (1896) pour le compte de *La Gazette de France* et d'un autre en Italie (1897). Méprisant les "nuées germaniques" et autres rêveries romantiques, Charles Maurras (1868-1952), convertit en quelques mois le groupe, nullement hostile jusqu'ici à la République, au monarchisme que Maurras étudie dans son *Enquête sur la monarchie*, toujours pour le compte de *La Gazette de France*.

- Il devient le chef incontesté de l'Action française, qui grâce à lui, dramatise les périls de l'heure: la France, pays de tradition catholique et royale, se trouvait au bord du précipice par la faute de gouvernants méprisables.

- Compléter par bio. du dossier biographie.

- L' "A.F." opère au fond la synthèse entre quatre courants.

* Les deux premiers sont le traditionalisme — cf. "réaction d'abord !" — évoqué plus haut et le nationalisme "intégral" xénophobe antisémite décentralisateur un nationalisme de défense et de repli (cf. "la France seule", formule de Maurras).

* **S'y ajoute... le positivisme**: pour un Maurras qui est agnostique, le monarchisme n'est pas de droit divin, l'Église n'est qu'un tuteur de la société civile et il n'y a pas de mystique royale. C'est une méthode scientifique d'observation des faits qui lui permet de déduire de l'expérience historique les lois de la société politique, et c'est la Raison qui veut qu'on soit **royaliste, comme elle veut pour les adversaires qu'on soit... "républicain"**. L'adhésion va donc à une institution, non à une personne, une famille ou une dynastie. Cependant, l'Action française ralliera *de facto* un très grand nombre de croyants, de sorte que ce positivisme se tempérera et le royalisme se banalisera.

* Le dernier courant que l'Action française inclut dans son corps doctrinal est de façon surprenante le socialisme antiétatique, issu de certains aspects du socialisme "utopique" du premier XIXe siècle, à la condition expresse de le débarrasser de ses éléments démocratiques et dits "cosmopolites" ; le syndicalisme révolutionnaire, l'anarcho-syndicalisme, sera d'ailleurs considéré au début par l'Action française comme proche d'elle et elle verra même favorablement les grèves !

- L'Action française recueille certes du nationalisme sa violence verbale, dirigée notamment contre la "gueuse", l'antisémitisme, l'antiparlementarisme, la répudiation des principes démocratiques, mais elle a l'avantage de constituer un véritable "bloc" contre-révolutionnaire en politique, mais aussi en littérature et en philosophie. Bloc fort manichéen qui propose des idées simples, contre la Réforme et les protestants, le romantisme et la Révolution, contre les juifs, les francs-maçons et les "métèques", contre la République, la démocratie et les grands magasins, en faveur d'une monarchie héréditaire, antiparlementaire, protectionniste et décentralisée, redonnant à la France gloire et grandeur.

□ Quelles sont les causes de succès de l'Action française ?

* La ligue profite manifestement de l'affaiblissement de l'orléanisme monarchique (le comte de Paris est mort en 1894 et le duc d'Orléans, le nouveau prétendant, est un incapable), mais surtout elle est un nouveau langage pour les royalistes et un corps de doctrine pour une jeunesse privée de perspectives.

* C'est une réflexion sur l'institution monarchique et non une fidélité banale à une personne, et de plus elle bénéficie pour longtemps du prestige intellectuel que lui confère la présence en son sein d'écrivains renommés et de talent et à partir de 1903 de Léon Daudet, polémiste de premier plan.

* Elle profite de l'essoufflement des droites classiques, de l'indigence doctrinale des ligues, des "persécutions" anticatholiques du temps de Combes et des Inventaires, de la montée du péril allemand, de l'attrait qu'elle offre en étant à la fois un système cohérent, une école de formation — un Institut d'Action française dispensera à partir de 1906 un véritable enseignement — et un groupe d'agitation permanente, menée par les célèbres "camelots du Roy", animés par Pujol et le sculpteur Real del Sarte.

- Des contradictions internes vont provoquer l'échec de la synthèse. L'Action française se veut rationaliste, mais l'abondance des polémiques, des injures et violences verbales sont autant de marques d'un désaccord entre Raison et passion ; l'antiétatisme hérité des ultras s'accorde mal avec l'exaltation de l'État issue du nationalisme.

- À une jeunesse privée de perspectives par la monotonie de la Rép. installée et la somnolence vieillotte de monarchistes en perte de vitesse, M. a proposé une doctrine d'action violente destinée à déstabiliser le régime établi et propre à l'enthousiasmer. Si on ajoute le prestige intellectuel d'idées mises en avant par des écrivains de talent et diffusées par l' Institut d'Action Française (fondé en 1906), on peut comprendre l'audience du maurrassisme avant-guerre, d'autant + que l'Action française a opéré une synthèse.

□ Voir aussi BÉ, pp. 25-26 + (pour les autres ligues) pp. 26-27

e) Le parti colonial, une autre coalition ?

- voir *Débuts*, p. 156

3°) Grandes « dates » et caractéristiques sociales de la droite « plurielle » entre 1871 et 1900

- « majorité de ruraux, honte de la France ! » (Gaston Crémieux) : la victoire aux élections législatives du 8 février 1871 : voir *Débuts* pp. 8-11

- les élections partielles du début des années 70 : *Débuts*, p. 24. Les officiers sont bonapartistes

- la « fusion » : *idem*.

- les premiers groupes et partis : *Débuts*, p. 25

- la tentative manquée de Restauration : *Débuts*, pp. 33-34. Des bourgeois, comme Pierre-Charles Chesnelong, sont royalistes

- la République des Ducs essaie de gagner du temps : *Débuts*, pp. 34-35

- les lois constitutionnelles de 1875 : *Débuts*, pp. 35-41

- les résultats électoraux de 1876 : *Débuts*, pp. 41-42

- le droites et le boulangisme : voir dans *Débuts*, pp. 63-70

- la noblesse : *Débuts*, pp. 93-94

- des curés monarchistes, comme Clément Torchet, curé de Chelles, longuement cité dans *Débuts*, pp. 114-116

- **l'exploitation du scandale de Panama** : *Débuts*, pp. 168-169

- les anti-dreyfusards : *Débuts*, pp. 171-172 & *BÉ*, pp. 16-19

II. 1900-1930 : une stabilisation ?

La question du régime ne se pose plus vraiment, à la différence de beaucoup d'autres questions. Mis à part les vestiges de la droite légitimiste, la fin du XIXe et le début du XXe siècle sont marqués par le ralliement des droites à la République. Dès lors l'enjeu essentiel est le **rôle de l'État**, son degré d'intervention ; dès lors pour l'homme de droite l'adversaire n'est plus le républicain **mais l'homme de la subversion sociale**. À partir de 1917-1919, il porte un couteau entre les dents...

1°) La BF et la GG : les droites dans la France « radicale » et celle de la 1^{ère} Guerre mondiale

a) Le contexte : la reconnaissance des partis politiques modernes

- IIIe Rép. = lente naissance et reconnaissance des partis pol. modernes

- " une lente reconnaissance, dans tous les secteurs de l'opinion, de la légitimité de l'organisation politique, et toutes les forces politiques sont amenées à entreprendre un effort de structuration, de plus en plus déterminé par l'activité électorale " (R.Huard, *La naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences Po, 1996, 383 p., p. 20)

- avant 1900, pas de véritables partis, si ce n'est (et encore !) dans le camp socialiste

- avec le début du XXe siècle, naissance de formations qui vont durer >>> fin du régime et au-delà

- en - de 4 ans (1901-1905), se sont mises en place les principales formations politiques qui vont animer la vie politique française future (sauf PCF et ligues des années 20)

- mais elles sont, même à gauche, modestes au regard des org. politiques des pays voisins : peu d'adhérents, guère de permanents, structure chétive (cf. distinction parti de masse/ parti d'électeurs/p. de militants/ p. de notables)

- " les années 1890 à 1905 marquent une troisième étape. L'organisation politique cède la place plus nettement à l'organisation en partis. La réflexion sur la constitution des partis devient plus consciente. Cependant, lorsque le retard de la législation est comblé en 1901, la question des partis n'est pas abordée au fond. " (R.Huard, *La naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences Po, 1996, 383 p., p. 21).

- au même moment ou presque (1890-1905) org. des syndicats, qui se fédèrent en une CGT en 1895, une prolifération des ligues, et même des org. féministes...

□ les 4 causes fondamentales de l'émergence de la notion et de la fondation de partis :

- la volonté de la durée politique (> simple comité électoral), ce qui implique de correspondre à une tendance profonde de l'opinion publique

- celle de l'extension dans l'espace national, ce qui implique une organisation hiérarchisée

- l'aspiration à l'exercice du pouvoir, qui nécessite un projet global pouvant convenir à la nation dans son ensemble et, de ce fait, impliquant la prise en compte d'arbitrages **nécessaires aux intérêts contradictoires qui s'y expriment. X politique répressive de l'Ordre moral**

- la volonté de rechercher le soutien de la population, soit en encadrant des militants, soit en attirant le vote des électeurs, condition indispensable à la réalisation de l'objectif précédent. Notons, bien entendu, que ceci nécessite (et provoque) une intégration des masses dans la vie politique (par extension du suffrage, ici, en France, le SU honnêtement pratiqué), phénomène perceptible dans un petit nombre de pays seulement avant 1914.

⇒ une corrélation entre démocratie et partis. Mais pas évidente : Max Weber (*Économie et société*, posthume, 1922) définissait les partis comme des instruments au service de la quête du pouvoir par leurs chefs, Moisei Ostrogorski (*La démocratie et les partis politiques*, 1903, réédition, Seuil, 1979 ; **c'est un des pionniers de la sociologie politique**) les présentait comme des **agents de " confiscation de la démocratie " !**

□ Les forces de droite sont simples à énumérer : constitutionnels, Centre droit, orléanistes (libéralisme), légitimistes (devenus en partie les "ralliés" depuis 1890 avec le groupe de l'Action libérale) et enfin les bonapartistes, tous intégrés dans le nationalisme du début du **XXe siècle, après le temps de l' "Appel au Peuple"** (seul parti à conserver une appellation personnalisée).

□ à droite, mythe d'un " parti conservateur " d'un " parti catholique " Les ligues ont été un substitut trompeur au mythe du grand parti de droite

b) Les 3 grands partis politiques de droite à la BÉ (l'Alliance républicaine démocratique, l'Action libérale populaire et la Fédération républicaine)

□ *BÉ*, pp. 52-54. Cf. M. Bernard, *La dérive des modérés. La Fédération républicaine du Rhône sous la Troisième République*, L'Harmattan, 1998, 434 p. & R. Sanson, *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation du centre (1901-1920)*, Presses universitaires de Rennes, 2003, 564 p.

□ La création de l'ARD rassemblant les modérés ("progressistes") qui, derrière Waldeck-Rousseau, avaient choisi le camp dreyfusard fut une conséquence directe de la naissance du parti radical qui provoqua chez des modérés auparavant très peu organisés la crainte d'être absorbés par un Parti de "rassemblement", ou de voir limiter leur liberté d'action.

□ Naquit en octobre 1901 une "alliance", rassemblement fort lâche de personnalités attachées à la République parlementaire, à la laïcité, et fréquemment liées au monde des affaires, regroupement doté de deux présidents : Adolphe Carnot (frère de l'ancien président

de la République assassiné) et Joseph Magnin (ancien gouverneur général de la Banque de France).

□ L'Alliance démocratique réunit à la Belle Époque des hommes de premier plan, souvent anciens ministres ou ministres en exercice (Louis Barthou, Raymond Poincaré, Eugène Etienne, Jules Siegfried, Maurice Rouvier, Joseph Caillaux, etc.) ; elle eut l'appui des milieux d'affaires et de la presse à grand tirage (*Le Petit Parisien*, *Le Matin*, *Le Journal*, par exemple).

□ Jusqu'à la fin de la Troisième République ce sera la grande formation modérée, vivier dans lequel se recruteront les hommes de gouvernement de droite, personnel attaché au régime et, identifiée à celui-ci, l'A.R.D. disparaîtra en même temps que lui.

□ À l'inverse, la Fédération républicaine, créée en novembre 1903, regroupa les "progressistes" antidreyfusards — qui avaient donc refusé de soutenir le gouvernement de Défense républicaine de Waldeck — et des catholiques ralliés, qui avaient également fait partie du même camp.

□ C'était donc là l'organisation d'une droite conservatrice acceptant elle aussi le régime républicain et parlementaire mais hostile à la politique laïque, défenseur de la tradition catholique, attachée à la défense de l'ordre social et proche du nationalisme : elle fut donc écartée du pouvoir jusqu'à la guerre.

□ Elle aussi avait une structure fort lâche ; elle y ajoutait une forte répugnance pour le recrutement de militants : comme le déclara le marquis de Moustier, député du Doubs, "ce qu'il nous faut, ce sont des électeurs, mais des militants, point du tout. Il n'y a rien de plus **emm... que des militants**" !

□ L'Action libérale populaire (A.L.P.) fut fondée en 1902 (mais après les élections) par Jacques Piou, qui avait formé en 1898 l'éphémère groupe parlementaire de la Droite constitutionnelle.

□ Héritière de la tradition du catholicisme social (cf. l'adjectif *populaire*), elle attira des militants de l'ACJF, mais voulut surtout défendre les libertés religieuses face à la politique anticléricale : elle fut donc le produit politique commun du Ralliement et du combisme. Ce fut un puissant parti catholique, fort de 1 500 comités, 200 000 adhérents et, pendant la législature 1910-1914, une quarantaine de députés. Sa double faiblesse vint du reproche que lui firent beaucoup de catholiques de son adjectif *libérale*, jugé trop ostensible et compromettant, et du soupçon d'être restée liée au vieux monde conservateur qu'eurent envers elle les milieux démocrates-chrétiens républicains.

□ Certes, l'Action libérale survécut jusqu'en 1919, mais dès 1914 elle n'avait plus que 23 élus, et en 1919 c'est une organisation quasi-moribonde qui adhéra au Bloc national et elle

ne végètera plus que par quelques personnalités fondues dans les rangs de la coalition de droite. Pourtant elle aura développé quelques aspects novateurs à la Belle Époque, défendant la représentation proportionnelle, l'idée d'un Sénat professionnel et celle d'une Cour suprême.

c) Grandes « dates » et caractéristiques sociales de la droite « plurielle » entre 1900 et 1914

- **l'affaire des fiches** : *BÉ*, p. 46
- la Séparation et les Inventaires : *BÉ*, pp. 55-59
- les élections de 1906 : **près de la moitié de l'hémicycle**, cf. le camembert de la p. 62 de la *BÉ*
- la noblesse : *BÉ*, p. 111
- **le renouveau nationaliste et l'Action française à la BÉ** : *BÉ*, pp. 152-154
- Scrutant en fait le milieu étudiant parisien, Henri Massis et Alfred de Tarde, deux jeunes nationalistes qui en 1910 avaient vitupéré "l'esprit de la nouvelle Sorbonne", publièrent en 1912 dans *L'Opinion*, sous le pseudonyme d'Agathon, une étude sur "Les Jeunes Gens d'aujourd'hui", qu'ils sortirent en volume l'année suivante. Elle montra le goût de l'action, la foi patriotique, la renaissance catholique (ces sont les trois sous-titres de l'enquête), la germanophobie et même l'attraction pour la carrière militaire.
- Mais l'échantillon était restreint et grande la partialité des auteurs, aussi "**Les Jeunes Gens...**" **doivent être maniés avec des précautions** : nous prenons celle de ne pas la tenir pour preuve du renouveau nationaliste des années 1910. Les autres témoignages attestent un mouvement de renouveau nationaliste dans une fraction seulement de la jeunesse française : les pétitions contre la loi des trois ans recueillirent les signatures de tous les agrégatifs d'histoire (sauf un : Pierre Renouvin) et de plus des deux tiers des élèves de l'ENS de Saint-Cloud.
- « Pour la Patrie, par la Montagne » : **l'alpinisme** : *BÉ*, pp. 157-158
- Poincaré, président du Conseil : *BÉ*, pp. 164-166 et dossier biographie
- les « Trois Ans » : *BÉ*, pp. 166-168

d) La droite « plurielle » face à la Grande Guerre

□ Grand bouleversement dû à la Grande Guerre, au sujet de laquelle l'idée a prévalu dès avant 14, chez partisans & adversaires du régime, que celui-ci serait naturellement impropre à conduire un conflit : il était clair en effet qu'une situation de guerre ne permettrait pas de conserver dans leur intégralité les traits qui étaient ceux de la Troisième République. Cf. publication en 1912 par Marcel Sembat de *Faites la paix, sinon faites un roi*

L'État a dû faire face à des tâches pour lesquelles il n'était pas préparé, mais que la longueur du conflit rendait indispensables.

Contrairement aux prévisions d'avant-guerre, la Rép. a su conduire le pays à la victoire, mais la F. de 1918 est exsangue, et, compte tenu des pratiques politiques de la guerre, on peut se demander si c'est bien le régime républicain tradit. qui sort vainqueur du conflit.

□ « mobilisation » des esprits en vue du « bourrage de crânes » :

* très générale, tonalité outrancière

* **ex. du Comité d'Études et de Documents sur la Guerre, présidé par Ernest Lavisse** (le secrét. général est Émile Durkheim)

- Barrès, devenu président de la Ligue des Patriotes à la mort de Paul Déroulède (12 juillet 1914 !), se comporte en « excitateur patriotique » (*dixit* lui-même !), en « littérateur du territoire » (*dixit* ses adversaires journalistes !), en « rossignol des carnages » (R. Rolland).

Rassemblements pour l'édition, ses *Chroniques de la Grande Guerre*, représenteront 14 vol. et 6 000 pages !

- pour Barrès : voir dans le dossier biographie le passage « Depuis 1914, il est devenu, à la place de Déroulède, président de la Ligue des Patriotes, ce qui achève de le classer dans les rangs des « jusqu'au-boutistes ». Toutefois son Journal révèle moins de certitudes satisfaites que d'interrogations réelles sur la validité du conflit. Idole de sa génération, très grand styliste, admiré par quelques-uns des meilleurs écrivains du XXe siècle, de Montherlant à Camus, de Drieu la Rochelle à Malraux, il est en politique l'une des illustrations du nationalisme français des débuts du XXe siècle. »

- **bien sûr, l'évolution de Gustave Hervé**, engagée depuis 1912, se trouve accélérée, *cf. BE*

2°) La droite « plurielle » dans la nation et la République des années 20

a) Géographie de la droite : les régions politiques de droite sous la IIIe République, d'après la carte de P. Barral (*L'information historique*, 1962), reproduite dans *BE*, p. 43, avec commentaire pp. 42-45

b) Le ralliement définitif des droites à la République

□ **La droite modérée domine la vie politique jusqu'en 1932. Cette nouvelle situation découle des élections de 1919 qui assurent une victoire éclatante à la droite ou plutôt aux droites. La droite impose donc largement sa politique de 1919 à 1932, politique qui peut se définir par les mots sécurité, ordre et stabilité.**

□ les éléments fédérateurs de la droite : **poursuite de l'Union sacrée, unité de la nation**, nationalisme intransigeant (application du traité de Versailles, etc.), conservatisme (dont **l'ordre social et la défense du franc**), **anticommunisme surtout**

□ **les 3 droites sont pour l'essentiel ralliées à la République**, cf. :

□ la droite « orléaniste », parce que libérale, nationale, gestionnaire, proche des milieux d'affaires, cf. l'ARD (voir + bas)

□ la droite « légitimiste », conservatrice et cléricale, attachée au traditionalisme et au **catholicisme social**, attachée à l'Union sacrée, se reconnaît dans l'Union nationale (voir + loin), dans la Fédération nationale catholique et la démocratie chrétienne

□ la droite « bonapartiste » est a priori contre le régime républicain parce qu'elle est **populiste, nationaliste, vaguement socialisante** et qu'elle souhaite une révision de la constitution dans un sens autoritaire, mais :

- elle est beaucoup moins **activiste qu'avant-guerre** (et que dans les années 30)

- **elle est moins nationaliste ou l'Union nationale lui prend son nationalisme**

- elle est marginalisée par le consensus républicain conservateur scellé par la victoire de 1918

c) La droite contre-révolutionnaire : l'Action française

□ Au lendemain de la 1ère Guerre mondiale, l'Action française s'oppose à polit. de réconciliation fr-alle et reprend attaques violentes contre dirigeants du régime et leaders de la G., mais succès polit. très modestes, et d'ailleurs à l'écart du BN

□ Pour des raisons déontologiques et politiques, les rapports avec l'Église, surtout d'outre-monts deviendront délicats, puis conflictuels, aboutissant en 1926 à la condamnation par le Saint-Siège, inquiet du néopaganisme en germe dans le maurrassisme et désirant renouveler l'invitation au "ralliement". Quant au comte de Paris, il désavouera en 1937, par désir de revenir à un royalisme plus modéré.

□ conflit avec l'Église

□ très grand prestige, notamment auprès des intell., au début des années 20

□ mais adversaires :

- abbés démo.

- non explicitement, *La vie catho*, fondée 1924 par Francisque Gay

- Benoît XV et Pie XI voulant une politique de réconciliation, hostile à une Action française privilégiant la politique

□ Pie XI dde à l'archev. de Bordeaux, cardinal Andrieu, de publier une lettre "en réponse à une question posée par un groupe de jeunes catho. au sujet de l'Action fr." (1926)

□ L'Action française se déchaîne X pape, qui "ressort" le décret de 1914 cond. certaines **œuvres de M. et la revue *L'Action française*** et le promulgue (= cond. off.) en l'étendant au journal *L'Action française*

□ presse catho. soutient peu le pape (sauf *La vie catho.*), de même que l'épiscopat ⇒ violente campagne de l'Action française X pape ⇒ sanctions pontif. de 1927 (ligueurs « obstinés » **seront éloignés des sacrement et des œuvres + des mutations d'eccl.**)

□ conséquences :

- coup fatal pour Action française, qui avait sous-estimé danger
- désarroi d'une bonne partie des catho., pour qui Action française = martyr
- affaiblit Action française : caract. désuet, dangereux (cond. Égl.), manque de perspectives ⇒ facilite essor de la DC (voir + loin)
- son heure semble passée après 1934

□ Bien que toujours germanophobe M. s'oppose en 1939 à la déclaration de guerre à l'All., estimant la F. mal préparée, et craignant que le combat se fasse à l'avantage... des communistes

- M. salue comme une "divine surprise" l'arrivée au pouvoir de P., mais influence Action française/V. est + faible qu'on ne l'a dit.

- Condamné en 1945 à la réclusion perpét. ("C'est la revanche de Dreyfus !"), exclu de l'Académie fr. où il avait été élu en 1938, M. est grâcié en 1952.

3°) La droite antiparlementaire mais républicaine dans les années 20

□ Généralités :

- veut réformer régime
- audience modeste années 20 :
- modérés sont au pouvoir presque tt le temps dans années 20
- fonctionnent appart convenable régime parl.

□ L'imprégnation fasciste. Y eut-il un fascisme français ?

- Entre 1924 et 1936, vie polit. fr. a vu surgir un certain nombre d'org., dénommées "ligues" et ayant en commun un fd prononcé d'antiparlementarisme.

- Antécédents fr. et analogies européennes permettent de les rattacher aussi bien à tradit. nationale, qu'à expériences étrangères contemp.

- De + utilisation polémique du terme "fasciste"

⇒ des ligues fascistes ? des ligues dites f. ? des ligues qui n'étaient pas f., mais que, pour les besoins de la cause, on affublait de ce titre ?

□ Thèse classique de R.Rémond, confortée par J.Plumyène et R.Lasierra, *Les fascismes français (1923-1963)*, Seuil, 1963, 318 p. :

Pas de vérité, fascisme en F., ou "réalité dérisoire" (P.-L.) du f. fr. : pas de parti avant 36, pendant la Guerre, c'est un f. étranger qui régne, le pétainisme n'est pas un f.

□ Mais livres récents de Zeev Sternhell modifient les perspectives historio. sans toutefois boulev. réponse nég. à la Q. d'E.

⇒ le f. fr. ne serait-il qu'une invention des "antifascistes" ?

□ L'apport discutable de Zeev Sternhell :

□ bibliogr. :

- Z.Sternhell, *La Droite révolutionnaire. 1885-1914*, Seuil, 1978

- Z.Sternhell, *Ni Droite ni Gauche. L'idéologie fasciste en France*, Seuil, 1983, 405 p., réédition Complexe, 1987

- Z.S. & al., *Naissance de l'idéologie fasciste*, Fayard, 1989, 424 p.

- Mais avait publié : *Maurice Barrès et le nationalisme français*, FNSP, 1972, réédition Complexe, 1985, 400 p. (ouvrage beaucoup + solide et sérieux)

□ LA THESE :

- Le fascisme fut idéologiquement constitué avant 1914

- il était culturel avant même d'être politique

- en It. et surtout en Fr., des avant-gardes subversives lui ont forgé un corps de doctrine

- ZS a voulu saisir en prof., à travers multiples assauts lancés contre libéralisme et marxisme, le phénomène d' imprégnation fasciste dont F. porte marque à veille 2e Guerre mondiale.

- Fasc. fr. a ses racines originelles dans France des années 1890 (cf. idées Barrès, Proudhon, Sorel, révisionnisme) ⇒ on retrouve 40 ans après, amplifiée, la synthèse alors opérée entre socialisme et nationalisme

- Venant de D et de G (cf. Déat, Igtmps considéré c. un des succ. prévisibles de Blum, **Doriot...**), **des hommes aspirent à vivre de nouvelles valeurs**

- Import. des néo-social et des planistes (associant autoritarisme et corporatisme, le social. belge Henri de Man veut remplacer lutte classes par front commun "de toutes les couches sociales productrices contre les puissances d'argent parasites")

- D'une manière générale, la gauche contribue largement par ses hommes et ses idées à l'élaboration du Fascisme (c. en Italie) ⇒ idées de ZS utilisées par Le Pen et Club de l'Horloge (utilisation contestée en 1984 par ZS)

- Ex. du Cercle Proudhon (animé par Georges Valois) comme lieu de synthèse socialisme-nationalisme (mais P. depuis Igtmps revendiqué par Action française).

- Unité des années 1890-1930 : la crise des "vieilles choses" i.e. démocratie

libéralisme, socialisme... Cf. les "jeunes équipes" (Gaston Bergery, Bertrand de Jouvenel, Thierry Maulnier) et les "non-conformistes" des années 30

□ OBJECTIONS :

- Aucune définition du F., ou des déf. contradictoires (S.B. en a compté 8 princip.) ⇒ un véritable "fasc. à géométrie variable" !
- titre simpliste : ni D, ni G. ⇒ le F. est-il la seule tierce solution ?
- ZS a une compréhension étroite du bonapartisme de RR, en minimisant son côté populaire et "démocratique"
- "idéologocentrisme": recueil de portrait, d'idées, sans qu'apparaissent les événements (cf. 6 fév.), l'explication de l'échec du F. fr., etc.
- **ZS caractérise des hommes d'autrefois (Sorel, Péguy, Barrès...) à l'aide d'événements qui par rapport à eux sont futurs, postérieurs : Déat est le "futur" leader du RNP, Belin, le "futur" **min. de Vichy**... ⇒ un "téléologisme" des carrières : logique à chercher dans carrières futures**
- ZS hétéroclite :
 - * des hommes évoqués sont hétérogènes (cf. Barrès)
 - * de nbreuses citations hors de tout contexte : une sorte de "création historique"
 - * procédé de l'amalgame
 - * ZS généralise abusivement
- Tout se passe comme si les Français étaient, depuis décennies, des fascistes sans le savoir ou cultivaient en serre le F. idéal !
- surdéterminisme : dès lors que qq'un est antimatérialiste, réolut., "de dr. ou de g.", et pourvu d'une pincée d'ingrédients subsidiaires, il appartient potentiellement à la "gens fasciste" !

Pourquoi tel "planiste" se retrouve-t-il à Vichy ? tel autre dans rangs collab. ? un 3e à Londres ? un tel dans mouvements de Résist. ? **On n'en aura pas l'explication...**

- Similarité du vocabulaire n'est pas indentité idéologique :
 - * L'irruption des masses, le choc 1ère Guerre mondiale, le sentiment de l'inadaptation et l'effondrt de la monnaie sont situation de crise qui ressemblent à celles des pays qui ont connu le Fascisme.
 - * Idée décadence nationale est très répandue ⇒ recherche par des hommes jeunes qui n'ont pas fait la guerre mais l'ont connue de solutions nouvelles : c'est l' "esprit des années 30"
 - * Cf.: J.-L.Loubet Del Bayle, *Les non-conformistes des années trente, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Seuil, 1969, réédit., 1987.
 - * & J.Touchard, "L'esprit des années trente", dans *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Hachette, 1960.
 - * ⇒ recherche d'un redressement national que tous les secteurs politiques ont connu, alors que ZS considère comme f. toute la gén. des non-conf. des années 30, non seulement de D mais aussi de G (cf. les néos et les Jeunes Turcs), qui dit: il faut s'appuyer sur les réalités (mot fétiche) et se débarrasser des "vieilles lunes", dépassées (le "grain des

choses" préféré à la "paille des mots" : cf. Montigny) pour renforcer l'État, organiser (ou diriger) l'éco., établir le corpo. (qui a des aspects polit.), la techno. Dans le même temps : vérité. irrupt. de la Sociologie et "découverte" des classes moyennes

- certes, le Fascisme est une des solutions présentées, mais il s'agit d'un fascisme très vaguement défini, d'un f. de l'énergie, destiné seult à remédier à la Crise fr., "fascisme" est un mot.

- Le véritable problème posé par ZS est l'"imprégnation fasciste" (cf. R. Girardet, "un phénomène d'i.f.") :

* Climat de "réforme de l'État" dans cadre discrédit rég. parl., rech. de l'"homme providentiel", de l'h.fort, mais celui-ci est autant Roosevelt ou Daladier que Mussolini ou Pétain, goût pour la "chose" paramilitaire (partout), tentation de l'**activisme, antisémitisme...**

* Une partie des thèmes du f. pénètrent la société fr. dans ses prof., mais sans que, pour autant, ces éléments épars suffisent à définir un f.fr., faute d'être rassemblés en un tout cohérent

□ Les ligues des années 20 :

- la droite française manifeste une vive satisfaction à l'annonce de l'arrivée au pouvoir de Mussolini

- mais l'antif. idéologique précède en F. le F. organisé

L'antif. jouera comme un réflexe chaque fois que la gauche se jugera menacée et deviendra une arme efficace entre les mains de certains politiciens

- spécialement visée par la gauche : la Ligue d'Action française, qui rejette pour la France la solution fasciste

- en France les ligues sensibles à l'ex. du fasc. italien, ne songent nullement à mettre en question l'ordre social : d'emblée elles se situent au niveau du 2e F., celui de la réaction pure et simple ⇒ elles n'empruntent au modèle italien que ses aspects ext.

□ Un fascisme "ancien combattant" ? :

□ LES "CREUSETS" :

- Les organisations d'Anciens Combattants

- A. Prost a bien montré dans sa thèse (A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., et dans : A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, coll. "Archives", 1977, 247p., que les org. d'anciens combattants nées après 1ère Guerre mondiale n'étaient nullement fascistes, mais pacifistes, etc.

Or, imp. numérique : 3,5 M cotisants vers 1932-1934. D'autant + grande que femmes ne votent pas

- mais 1928 : campagne de presse / thème de la mission nationale qui incombe aux anciens combattants : chasser les profiteurs, les "politicards", les "embusqués"

- surtout dès 1928 (malgré dogme général de l'apolitisme), les associations d'anciens combattants de toutes tendances abordent la question du mauvais fonctionnement des institutions républicaines + adoptent nbreux projets de réforme

4°) Deux grands partis de Droite dans les années 20

Qui rendent les droites « fréquentables » !

L'Action Libérale Populaire en déclin déjà en 1914, étant moribonde après 1918 (qq perso. du BN), 2 seulement.

a) La Fédération républicaine

□ Parti polit. créé en 1903, qui regroupe les "progressistes" antidreyfusards qui ont refusé de soutenir le gouv. de Défense rép. de WR et des catho. ralliés qui font également partie du camp antidr. ⇒ une coalition antidr. écartée du pouvoir >>> 1914 :

- la Fédération républicaine, créée en novembre 1903, regroupa les "progressistes" antidreyfusards — qui avaient donc refusé de soutenir le gouvernement de Défense républicaine de Waldeck — et des catholiques ralliés, qui avaient également fait partie du même camp.

□ C'était donc là l'organisation d'une droite conservatrice acceptant elle aussi le régime républicain et parlementaire mais hostile à la politique laïque, défenseur de la tradition catholique, attachée à la défense de l'ordre social et proche du nationalisme : elle fut donc écartée du pouvoir jusqu'à la guerre.

□ Elle aussi avait une structure fort lâche ; elle y ajoutait une forte répugnance pour le recrutement de militants : comme le déclara le marquis de Moustier, député du Doubs, "ce qu'il nous faut, ce sont des électeurs, mais des militants, point du tout. Il n'y a rien de plus emm... **que des militants**" !

□ Après 1919 :

- a absorbé de fait l'essentiel de la droite catho. tradit. ⇒ apparaît comme le parti catho. par excellence

- un des grands vainqueurs du BN, son grpe parl. (l'Entente républicaine démo.) étant le + nombreux (*idem* en 1924, nom = Union rép.démo.)

- deux grands dirigeants : Louis Marin (1871-1960 ; dép. Meurthe-et-Moselle, patriote, nbreux voyages, militant vote des femmes, hostile armistice 1940) & François de Wendel (1874-1949 ; sid. pr. Comité des Forges, propriét. du *Temps*, finance la FR, mais n'y joue pas un rôle proportionnel, hostile, lui aussi, à l'armistice de 1940). Voir sa biogr. dans le dossier biogr. Au sein du parlement, les 2 sont redoutés pour leurs relations et leur activité multiforme et un peu brouillonne ⇒ méfiance

- autres leaders : **Xavier Vallat, Philippe Henriot...**

□ Mais :

- division en deux tendances (libéraux, hommes évoluant vers formules autorit., comme Henriot)
- Ne participe guère au pouvoir. Aucun de ses m. n'accède à la direction du gouv. Même qd détient rôle parl. dominant c. en 1919, PDC s'efforcent de le réduire à l'état de force d'appoint en incluant dans majo. le Parti radical afin de l'équilibrer à gauche et en ne donnant aux hommes de la FR que des portef. secondaires ou symbol.
- reste un parti de notables, de cadres, sans militants
- **peu soutenue par milieux d'affaires (≠ Alliance démo.)**
- peu étudiée

b) L' Alliance démocratique

- Ex-ARD (1901), dès avant guerre liée aux milieux d'affaires et appuyée sur presse à grands tirages (*Le Petit Parisien, Le Matin, Le Journal...*).
- La création de ce parti politique rassemblant les modérés ("progressistes") qui derrière Waldeck-Rousseau, avaient choisi le camp dreyfusard, fut une conséquence directe de la naissance du parti radical qui provoqua chez des modérés auparavant très peu organisés la crainte d'être absorbés par un Parti de "rassemblement", ou de voir limiter leur liberté d'action.
- Naquit en octobre 1901 une "alliance", rassemblement fort lâche de personnalités attachées à la République parlementaire, à la laïcité, et fréquemment liées au monde des affaires, regroupement doté de deux présidents : Adolphe Carnot (frère de l'ancien président de la République assassiné) et Joseph Magnin (ancien gouverneur général de la Banque de France).
- L'Alliance démocratique réunit à la Belle Époque des hommes de premier plan, souvent anciens ministres ou ministres en exercice (Louis Barthou, Raymond Poincaré, Eugène Etienne, Jules Siegfried, Maurice Rouvier, Joseph Caillaux, etc.) ; elle eut l'appui des milieux d'affaires et de la presse à grand tirage (*le Petit Parisien, le Matin, le Journal*, par exemple).
- Jusqu'à la fin de la Troisième République ce sera la grande formation modérée, vivier dans lequel se recruteront les hommes de gouvernement de droite, personnel attaché au régime et, identifiée à celui-ci, l'A.R.D. disparaîtra en même temps que lui.
- Désormais, et >>> fin IIIe, la grande formation modérée dans laquelle se recrutent les hommes de gouv. de D, attachés au régime ⇒ **est au cœur de la vie polit. Un personnel de gouv.**
- Tour à tour présidée par Adolphe Carnot, Charles Jonnart, Pierre-Étienne Flandin (1933>>>>)

□ Esprit début années 20 de servir de creuset à un rassemblement des centres qui absorberait les radicaux ⇒ change son nom en *Parti répub. dém. et social* (!)

□ R.Sanson, *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation du centre (1901-1920)*, Presses universitaires de Rennes, 2003, 564 p.

5°) Au-delà des partis dans les années 20

a) Le Bloc national

□ L'expression s'applique à trois réalités différentes :

- au sens strict, le BN résulte de la proposition d'A.Millierand de rassembler en 1919 ts les partis qui ont participé à l'US >>> 1918 (= toutes les formations sauf SFIO, travaillée par le "bolchévisme"), en vue de constituer des listes d'union pour les élections 1919.

- Le refus du Parti radical de rejoindre cette coalition anti-socialiste réduit en fait le BN à une coalition du C & de la D autour de l'Alliance dém. et de la FR.

- Ce "BN républicain" qui défend l'applicat. intégrale du TV et entend lutter contre le bolch. remporte les 2/3 des sièges à la Chambre "bleu horizon" élue en 1919.

□ terme s'étend à la majorité de la CD 1919-24. Un noyau dur (= grpe parl. de l'*Entente républicaine démocratique*, qui rass. majorité des députés de D). Mais parti rad. dans la majo. parlementaire >>> 1923.

□ Des gouvernements de BN (1919-1924) : Mill., Georges Leygues, Briand, Poincaré. Une politique, par conséquent (int., éco. & fin., ext.) ⇒ défaite électo. de 1924.

b) Les autres formes d'union

□ La notion d'Union nationale :

- Une formule parl. rassemblant en principe la totalité des partis polit. dans la majo., développée en cas de danger grave pesant sur le pays, dangers suff. pour que partis suspendent leur rivalité et que le débat politique s'efface devant l'intérêt national.

- Précédent de l'US de 1914. N'est pas allé sans ambigüité, a favorisé la droite, G a été vite mal à l'aise. La tentative de prolonger après la Guerre l'US amputée des social. dans le BN fait lg feu, la direction du Parti radical refusant de se joindre à une coalition de droite qui signifierait sa disparition à court terme, et, de ce fait, le BN ne sera qu'un bloc des droites.

- 2e expérience = Poincaré en 1926 (danger est financier). Mais SFIO en est exclue (alors que membre du CG) ⇒ une UN incomplète, dont D & C se satisfont, mais que les radicaux veulent provisoire (⇒ expulsion de Franklin Bouillon et de ses partisans, car souhaitaient faire de l' "unionisme" une formule permanente). Y mettent d'ailleurs fin au Congrès d'Angers de 1928.

□ L'Union des Intérêts économiques, groupe de pression

- Créée en 1910 par sénateur Ernest Billiet. Financée par officines du patronat, Comité des Forges, Comité des Houillères, etc., pour défendre les intérêts patronaux. Vive campagne contre impôt/revenu
- Au lendemain de la GG, le patronat qui s'est organisé durant la guerre et s'est constitué le 31 juillet 1919 en Conf. Gén. de la Production française va + loin en intervenant directement dans la vie politique. L'UIE participe directement à l'élaboration de la plate-forme du BN et finance la campagne des candidats.
- Intervient dans campagne 1924 pour soutenir candidats de D. CG victorieux décide une enquête parlementaire sur l'action de l'organisation patronale, mais commission chargée de la conduire la laissera s'enliser dans sables de la procédure. Toutefois l'épisode conduira l'UIE à mener désormais une action + discrète.
- La Fédération nationale catholique :
 - Créée 1924, après victoire électo. CG, afin défendre intérêts catho. contre vellétés anticléricales du Cartel, par général de Castelnau, militant catho. actif surnommé "le capucin botté"
 - a été initialement conçue comme creuset d'un futur grand parti catho. mais catho. trop divisés sur plan politique
 - ⇒ se limite à la défense religieuse, mais la personnalité du très réact. de C. et l'utilisation rég. comme organe de presse du journal conservateur *L'Écho de Paris* situent très clairement la FNC à droite de l'échiquier
 - activité :
 - progr. du C. réclame expulsion des congrég. (rentrées 1914>>>) suppress. ambassade fr. au Vatican, et application loi Sép. à l'AL, ce qu'E. Herriot annonce dans déclaration minist. du 17 juin 1924
 - mobil. catho. très ample :
 - en Alsace et Moselle
 - **père jésuite Doncoeur crée la DRAC (Déf. des Relig. anciens combattants)**
 - gal de Castelnau la Fédé. nat. catho., grpe de pression et non grand parti catho.
 - grands rass., appui au "mur d'argent" (appel aux épargnants pour qu'ils ddent remb. bons de la DN et qu'ils ne soucrivent plus !)
 - cardinaux publient 25 mars 1925 une vérit. décl. de g. X gouv., qui met en cause la conception de l'État laïque
 - Herriot renversé, Painlevé annonce recul du C. ⇒ le C. des cardinaux a fait reculer le CG !
 - la FNC continue, coiffant les unions diocésaines. Belles années >>> 1930, avec conf., grands rass., utilisation rég. c. org. presse de *L'Écho de Paris*, journal de droite, etc.)

□ une tendance agricole conservatrice, alliant les anciennes droites. Grand-mère = la « rue d'Athènes » terrain de rencontres. La Société des Agriculteurs de la rue d'Athènes, qui recrute au sein de l'aristocratie foncière et de la paysannerie la plus aisée et réclame le protectionnisme. La Société des Agriculteurs de France créa en 1885 une Union centrale des Syndicats agricoles de France, présidée par Pouyer-Quertier et regroupant la majorité des syndicats agricoles. Elle avait son siège rue d'Athènes, à Paris ; politiquement très conservatrice, elle ne se donna guère de véritables structures et sa force résidait surtout dans le très grand nombre de syndicats locaux (5 000 ?) qu'elle regroupait.

□ François Goguel, La politique des partis sous la IIIe République, 1946 : rapports entre « **le parti de l'ordre établi** » et celui du « mouvement » **rythment l'histoire**

⇒ le livre de R. Rémond sera une vision plus précise

⇒ « leçon » pour la IVe République (?)

III 1930-1958

Même question qu'au début du II. Rôle fondamental de la 2^e Guerre mondiale, avant, pendant, après.

1°) Avant la guerre

□ La crise, puis le Front populaire provoquent une radicalisation de la droite, des droites ⇒ crise de la droite libérale. Causes : troubles profonds devant la crise éco. et le révisionnisme hitlérien, le Front populaire. Conséquence : des défaites électorales

□ **mais le corpus d'idées de la droite profite de l' « esprit des années 30 », du « non-conformisme » des années 30**

a) Des partis nouveaux ?

□ **L'histoire des partis intéresse les contemporains**, dont certains publient — en nombre — essais & bilans :

A. Siegfried, *Tableau des partis en France*, Grasset, 1930

Albert Thibaudet, *Les Idées politiques de la France*, 1932

Daniel Halévy, *La République des comités*, 1934

□ « La politique, ce sont les idées », affirme Albert Thibaudet. André Siegfried lui fait écho : « **L'essentiel de notre politique se dispute autour de principes** ». Pensée incontestablement séduisante, mais aussi très réductrice : son auteur semble en effet oublier que la politique **n'est pas seulement une activité intellectuelle et éthérée**. La politique est également une pratique et une activité pragmatique. Il y a une pratique parlementaire, une science presque. (intro. de J.-F. Sirinelli dir., *Histoire des droites en France*, Gallimard, 3 vol., 1992)

□ **La mutation essentielle n'est pas celle de la droite. Mutation considérable = PCF, par rapport à l'avant-guerre** : un parti révolutionnaire et subordonnant aux impératifs d'une révolution victorieuse en URSS les préoccupations propres de la politique française.

□ Grand bouleversement des idées et des mentalités dans années 1925 & suiv. mais bouleversement des droites ?

□ Les creusets :

- L'Ami du Peuple de François Coty (1928>>>)

- riche parfumeur d'origine corse, Spoturno (1874-1934), arriviste, mégalomane (RR : "Ce Birotteau rêvait-il de devenir César ?")

- a fait fortune pendant guerre grâce au marché US

- mécène de la Corse

- presse : contrôle du *Figaro* (1922>>>), rachète *Le Gaulois* (1928) ⇒ fusion avec *Le Figaro*

surtout, lance 1er mai 1928 *L'Ami du Peuple*, tirage à 1 M ex., idéologie très sommaire, antiparlementarisme, antibureaucrat., antisémitisme, etc. Sévèrement attaqué par ses confrères.

- on le trouve à l'origine de toutes les entreprises "fascistes" qui précèdent le 6 février
- Un homme seul, dont le modèle est Mussolini, qui, malgré une activité débordante, ne parvient pas à jouer un rôle de 1er plan
- meurt ruiné 25 juillet 1934

- le mécontentement

- polit., éco., soc., etc.
- suscite des réactions comme la Fédération des contribuables (plus. cent. milliers adhérents 1934)

□ LES CROIX DE FEU :

- fondation nov. 1927 des Croix de Feu, titre condensé de l'Association nat. des combattants de l'avant et des Blessés de guerre cités pour action d'éclat (!)
- par Maurice Hanot, dit d'Hartoy

aucun progr. politique, une sorte de nouvelle Légion d'honneur

- adhésion nov. 1928 du lieutenant-col. François de La Rocque
- né 1886 Lorient
- véritables prénoms = Anet, François (Casimir est une invention !)
- rôle rapidement capital de LR :
- au CA des CF 1929, président 1931
- magnétisme LR / proches (+ que / foules). Cf. anniv. sa mort encore fêté !
- a quitté armée 1929 (>>>> CGE)

- œuvre personnelle de LR : associations satellites :

- Asso. des briscards 1929
- Fils & Filles des CF 1932, dans contexte général d' "appel à la jeunesse"
- Ligue des Volontaires nationaux 1933
- **œuvres sociales dans contexte crise** : vestiaires, colo. vac., etc.

⇒ croissance régulière (X autres ligues) des eff. : 36 000 1932, 150 000 1934, 450 000 1936

réflexe de peur sociale pousse la petite bourgeoisie à adhérer

- extension des buts à la politique :

- réconciliation nationale
- antiparl.
- antipacif. et pour départ France de la SDN
- corpo. d'insp. chrét. dans cadre d'une éco. faiblement ind., retour à la terre, une doctrine se rapprochant + de celles de Dollfuss et Salazar que de Musso. et Hitler
- importance pensée sociale (catho.) de Lyautey

- devise "Travail, Famille, Patrie"
- allure paramilitaire :
- troupes de choc, les "dispos", groupés en "mains" de 5 h, en "groupes", en "brigades", mobilisables à tt moment
- mystique du chef ⇒ devient le "fasciste" par excellence aux yeux de la g.
- périodiquement, concentration de militants :
- * pour pouvoir briser manif. comm.
- * "scoutisme de grandes personnes" (RR) ?

Mais mot de scoutisme employé par LR lui-même pour désigner ses dispos dans but d'en gommer le caractère dangereux

- le 6 février 1934 :
- splendide isolement des CF
- ont voulu éviter de tirer marrons du feu pour ligues (CF + du côté de la droite que des ligues)
- 1936 :
- X grèves avec occ. usines : création des Syndicats professionnels français
- 18 juin 1936 : dissolution des ligues ⇒ diss. CF ⇒ LR crée Parti social français (voir + loin)
= acceptation implicite de la dissolution ⇒ refus de certains (Pozzo di Borgo)
- conclusion :
- ligue antiparl. dans tradition du boulangisme ? Fascisme ? "scoutisme politique" ?
- asso. d'anciens combattants se transformant en rassemblement national, recrutant dans petite bourgeoisie. Comme celle-ci est avant tout éprise d'ordre, CF deviennent un grand parti à vocation de réconciliation nationale ⇒ ambiguïté fondamentale du mouvement
- d'ailleurs, dissidences en son sein, surtout à droite (gens qu'on trouve beaucoup au PPF)
- une idéologie de rassemblement

D'ailleurs, pas condamnation des acquis sociaux du Front populaire. Cf. formule de LR : "Nos idées sont au pouvoir !"

- Naïve a été la gauche !

□ les organisations de Dorgères :

* Comités de Défense paysanne (1933 >>>)

Henri d'Halluin, né dans Nord 1897

journaliste (div. journaux)

livre, puis slogan "Hauts les fourches !"

puis CDP

* Front paysan 1934 (éphémère) : CDP + Parti agraire (de Fleurant Agricola) + syndicats agraires

* 1935 : Chemises vertes (insigne : fourche et faux entrecroisées sur gerbe de blé)

* ⇒ un "fascisme vert" ?

avec les Jeunesses paysannes, les CDP et les Chemises vertes, 400 000 adhérents en 1939

traditionalisme en réalité

cf. propag. mythologie terrienne X "tyrannie des villes"

soutient 1936 bataille contre grévistes villes, tente briser grèves ouvriers agricoles
théoriquement mouvement populaire paysan X effets capitalisme ; en fait manipulé par ceux qu'il prétend combattre (les conservateurs)

violemment antitétatique, antibureaucratique, xénophobe

Vichy : a été un moment dir. de la Propagande paysanne, mais déçu

faits de résistance (?) ⇒ condamné Libération à 10 ans d'indignité nationale, mais peine relevée

alliance avec Pujade ; député 1956-1958

mort janvier 1985

□ LE FRANCISME :

- jamais > 10 000 m. non plus, recrutés surtout dans éléments déclassés petite bourg. et dans *lumpenproletariat*

- le + intransigeant et le + systématique de ces mouvements

- inspiration nettement fasciste : emprunte le + clair de son idéologie au fasc. italien, mais guère de profondeur

- fondation 11 nov. 1933

- chef = Marcel Bucard, venu du Faisceau de G.Valois

copie Muss. ; capitaine sorti du rang pendant 1ère Guerre mondiale

hymne au revolver : "J'aime mon revolver [...] je suis toujours prêt à m'en servir ! [...]"

Je m'en servirai contre les crapules et les charognards qui, dans leurs tanières et dans leurs journaux innommables, essaient d'attenter à mon honneur de citoyen, de soldat, et de père de famille. C'est de la légitime défense !"

- uniforme (béret et chemise bleue), insigne (roue dentée + épi + francisque), devise, etc.

- **n'a pas pris part au 6 fév. (≠ S.F.)**

- au 1er congrès (juin 1934) : télégramme de félicitation à Muss. et Hitler

- imp. subsides ital.

- représente la France au Congrès int. fasc. de Montreux déc. 1934

- Francisme devient antisémite 1936, mais disp. 1936 (comme SF)

- piètre figure, simple décalque, vivant des subventions de Muss., avec grande pauvreté idéologique

□ LA SOLIDARITE FRANÇAISE :

- chef : cdt Jean Renaud, un ancien des troupes coloniales

- fondation : 1933
- dernier "joujou" de F.Coty
- grpement sans doctrine & sans cadres, qui n'existe que par l'aspect ext. (SF prend l'apparence d'une ligue fasciste : salut, emblème — coq —, goût pour la violence)
- part active au 6 fév.
- jamais > 10 000 m.
- disp. 1936

□ Ordre Nouveau :

- rassemblement d'intell. à la recherche d'une idéologie nouvelle à proposer à la France de l'après-guerre, fondé années 20 autour élèves École libre des Sciences politiques, et débattant d'abord d'idées religieuses.
- dans années 30, passent à la politique : "Manifeste pour un Ordre nouveau" 1930, en rupture avec idéologies admises.
- Arnaud Dandieu, Robert Aron, Daniel-Rops, Jean Jardin, Denis de Rougemont, Pierre-Olivier Lapie
- 3 axes : personnalisme, révolution économique soumettant la prod. à la consommation, décentralisation
- une revue (*Ordre nouveau*) 1934>>>
- déclin 1937>>> à cause mort Dandieu

b) Les rôles du 6 février 1934 et de 1936

□ L'IMPORTANCE DU 6 FEVRIER 1934 :

- un an après le triomphe hitl. en All. le 6 fév. aurait-il été une tentative de putsch fasc. à la fr. ? C'est ce que n'ont pas manqué d'affirmer alors les partis de gauche (crainte du Fasc. déterminante)
- ampleur sans précédent (et proport. à la crise éco.)
- **15 morts (les 1ers dans Paris depuis la Commune...)**
- le déroulement des événements fait penser dav. à l'agitation boulangiste qu'à la Marche sur Rome
- point culminant d'une agitation attisée et même orchestrée par presse d'extr.-dr. conte majo. de gauche
- pour autant que les organisations s'entendent : but = simplement provoquer un renversement de majo. à la chambre, formation d'un gouv. d'Union nat., où droite classique se retrouverait associée aux radicaux
- résultat immédiat : retour au pouvoir d'un gouv. d'Union nat., et mise à l'écart des ligues, dev. inutiles une fois leur "devoir" accompli !
- effet le + important : antifasc. ⇒ rapprochement à gauche entre partis

□ LES EFFETS SECONDAIRES DU 6 FEVRIER 1934 :

- Sur les ligues dans leur ensemble :

- SF & JP tentent de constituer un Front national. Echec ⇒ chaque ligue poursuit sa carrière autonome

- dissolution des ligues 18 juin 1936

- La dissidence du CSAR vis-à-vis des Camelots du Roi :

= Comité secret d'Action révolut. (!)

- surnom de "Cagoule" donné par Maurice Pujo, réd. chef de *L'Action française*

- hommes : Eugène Deloncle (ingénieur), Jean Filliol

- soutien en marge par certains milieux éco. et milit. :

* ex. : général Duseigneur, gén. de l'Air en retraite, qui dirige une Union des Comités d'Action défensive (*sic*)

* celle-ci "fait du renseignement", en "repérant les communistes infiltrés dans l'armée" (*sic*)

* autre off. : Georges Loustaunau-Lacau, off. d'ordonnance du maréch. Pétain dirige la revue anticomm. *Barrage*

anime 3 groupes : "réseau Corvignolles", l' "Union militaire française"

- CSAR se fait connaître 1937 >>>, en réaction X Front populaire, surtout par attentats :

* X frères Rosselli juin 1937

* X siège Confédé. nationale du patronat français (4 rue de Presbourg) et celui de l'UIMM (45 rue Boissière), le 11 sept. 1937, à des fins provocatrices

- intervention très vraisemblable :

* dans l'agression X L. Blum 13 fév. 1936

* dans bagarres de la manif. Clichy 16 mars 1937

- CSAR est très cloisonné et reçoit des armes de l'Italie fasciste

- but : préparer un putsch milit. qui, c. en esp., renverserait la Rép. et instaurait un rég. autorit., dont chef nominal serait le maréchal Franchet d'Esperey

- une 60ne d'arrest. nov. 1937 ⇒ démantèlement et découverte d'un stock d'armes

- c. min. de l'Int. = Marx Dormoy, assassinat de celui-ci 25 juillet 1941 par d'anciens "cagouleurs"

□ Développement de "fascismes de gauche" ? :

- cf. Ph. Burrin, *La dérive fasciste. Bergery, Déat, Doriot*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1986, 530p.

- crise de la pensée socialiste SFIO sous l'influence :

* du Belge Henri de Man (le "planisme"), réformiste

* des Fascismes ⇒ évolution vers l'étatisme de ceux qui s'appellent les "néosocialistes"

- formule des "néos" : "Ordre, Autorité, Nation"

- les hommes :

* Marcel Déat (1894-1955). Un des intellectuels du parti, brillant normalien, agrégé de philo. 1920. Néo, cf. *Perspectives socialistes* (1930)

Pacifisme militant en 1939 ("Mourir pour Dantzig ?" le 4 mai, dans *L'Œuvre*), de + en + pro-fasciste

* Adrien Marquet (1884-1955), député Gironde, futur min. Pétain

* Renaudel et Ramadier

⇒ diversité d'origines et d'avenirs (cf. Ramadier), mais des hommes de rupture

- fondation par parlementaires "participationnistes", autour de Déat, en 1933, du Parti socialiste de France, nom tradit. pour une idéologie nouvelle

- Front commun esquissé mars 1933 par Gaston Bergery (rad.), Georges Monnet (SFIO) & Jacques Doriot (PCF). Hostilité de la SFIO & réserve du PC ⇒ le "frontisme" continue avec seulement G. Bergery (un des espoirs du parti rad., à la gauche du parti), et il évolue dans un sens à la fois anticomm., anticapit. & antiparlementaire. Bergery est partisan d'un vaste rassemblement des travailleurs organisés en syndicats et en coopératives

□ LE FASCISME DES ECRIVAINS :

- qq écrivains fr., presque tous venus de l'Action française, s'affirment fascistes

- 6 fév. cristallise ce fasc. d'écriv.

- peu à peu se contitue une équipe communiant dans un lyrisme fasc. dont tribune fut *Je suis partout* et l'animateur Robert Brasillach

- *Je suis partout* = hebdo. fondé 1930 par édit. Arthème Fayard. Consacré d'abord à la pllit. internat.

- sous dir. de Pierre Gaxotte, issu de l'Action française, l'équipe rédact. est assez hétérogène, mais droite classique domine

- tournant entre 1932 & 1936 :

* entrée à la rédact. d'une nouvelle géné. d'intell. : Lucien Rebatet, Georges Blond, Robert Brasillach ⇒ dérive fasc. ⇒ maison A. Fayard met fin à parution mai 1936

- mais équipe de rédact. se contitue en soc. anonyme, rachète les parts d'A. Fayard et fait reparaître *Je suis partout*, Brasillach remplaçant Gaxotte comme réd. chef 1937

- autres signatures : Henri Massis, Maurice Bardèche, Thierry Maulnier, Abel Bonnard, Drieu la Rochelle (mal de vivre et révolte X milieu chez ce dernier)

- préconise une "Rév. nat." X Front populaire

- admiration pour Léon Degrelle, la Phalange esp., Codreanu (roumain)

- pacifisme de droite, qui conduit Gaxotte et Rebatet à démissionner 1939

- équipe se ressoude durant l'Occupation (reparution février 1941) ⇒ un des organes clefs de la Collaboration

c) Le Parti social français (1936-1937)

□ Sa naissance :

- conséquence de la dissolut. des CF 18 juin 1936 (voir + haut)
- parti constitué 21 juin ou 10 juillet 1936
- inconvénient de s'être constitué en parti après les élections ⇒ pas de groupe parlementaire & longue attente pour prochaines !
- présid. : La Rocque, vice-pr. : Jean Mermoz
- attire quantité de citoyens qui cherchent à se grouper pour faire échec à ce qu'ils prennent pour une entreprise de marxisation de la France
- dépouille allure paramilitaire des CF qui effarouchait les "gens d'ordre"
- recrutement en 10 mois de + de 600.000 adhérents (> CF) :

prof. libé. : 26 %	employés : 20 %	cultiv. : 20 %
artisans : 19 %	commerçants : 15 %	

- journal : *Le Flambeau*

- contre l'Office du Blé, les hausses de salaires, les 40 heures
- pour l'exaltation des valeurs tradit. (devise = "Travail, Famille, Patrie") et Franco (comme toute la droite)

- parti fondamentalement conservateur, loin du Fascisme

- contre-manif. anticomm. du 4 oct. 1936 au Parc des Princes (succès)

□ LE PARTI SOCIAL FRANÇAIS EN 1937 :

- l'affaire de Clichy (16 mars 1937) :

- bien connue grâce au récit fait par L. Blum au lendemain des faits et par Colloque de Nanterre 1973

- Parti social français se réunit (réunion autorisée) à Clichy, citadelle du Front populaire

- SFIO et PCF appellent à une "contre-manifestation" (*sic*), mais aucune préparation, aucune organisation
- membres du Parti social français réussissent à quitter la salle sans problème
- heurts contre-manif. X police ⇒ 5 morts et > 300 blessés
 - ⇒ radicaux horrifiés, il est question de dissoudre le Parti social français (pour "reconstitution de ligue dissoute")

□ les relations du Parti social français avec le reste de la droite et de l'extrême-droite :

- Parti social français = parti qui ambitionne des sièges ⇒ inquiète ceux qui, installés dans la place, entendent conserver leur "bien" ⇒ un probl. de relations avec la droite classique, à laquelle LR reproche d'avoir, par ses divisions et la sclérose de ses dirigeants, favorisé l'arrivée au pouvoir du Front populaire
- Parti social français refuse d'entrer dans le Front de la Liberté

= vaste rassembl. anticomm. proposé mars 1937 par Doriot, et qui tente de noyauter ainsi le Parti social français (beaucoup + nbreux), de neutraliser ses dirigeants par un mouvement où rôle moteur aurait bien vite été celui des hommes du PPF !

□ Conclusion sur Parti social français :

- LR a ambitionné pour son parti le rôle d'un vaste rassemblement des Français dans un cadre légal, se démarquant de la droite et de l'extr.-droite (ce qu'un Blum a très bien vu)
- l'une et l'autre ont cherché à neutraliser les dirigeants du Parti social français au sein du Front de la Liberté
- Parti social français aurait été favorisé par la Repr. proport. votée à la veille de la 2e Guerre mondiale (aurait du être utilisée aux élect. de 1940). Mais problème du poids, face au parti radical, auprès de l'électorat des classes moyennes (X phénomène Daladier, autre "homme fort"). Et dans les élect. partielles, on n'a pas senti de poussée Parti social français
- LR brouillé avec Pétain dès 1937. Ne le voit pas à Vichy avant 1943 (et a utilisé le mot "résistance" dès le 16 juin 1940)
- emprisonné par les All. 1943-1945
- emprisonné à la Libération 1945 (mort en 1946), sans poursuites judiciaires
- un "colonel-épouvantail" (Jacques Nobécourt)

d) Un Fascisme authentique : Doriot et le PPF

□ Jacques Doriot :

- cf. J.-P. Brunet, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Balland, 1986, 562 p.
- métallo, fils de forgeron, qui adhère au PCF en 1920 à 22 ans
- m. du CC, dirigeant des JC 1924, vite au BP ⇒ une rapide ascension
- tribun, entraîneur d'hommes, espoir du bolchévisme à la française
- communiste anticolo. (cf. télégramme à Abd-el Krim)
- foi comm. ébranlée dès 1927 (révélation de Brunet)
- maire de Saint-Denis 1930 >>>
- D. critique la politique du PCF visant au "front unique" par la base avec la SFIO (est fav. à l'unité d'action avec le parti) ⇒ D. exclu du PCF 27 juin 1934 (au moment même où PCF reprend la politique unitaire de D. !)
- avec l'année 1936 virage vertigineux :
- * anticommunisme, après antisov., retranché dans bastion de Saint-Denis
- * la droite a toujours accueilli à bras ouverts les transfuges de la gauche : qquns des hommes les + populaires à droite sont venus de l'extr.-gauche (cf. Boulanger, qui s'était d'abord fait la réputation du seul général rép. avant d'être soutenu par les monarchistes !)
- * juillet 1936 : fonde le PPF

□ UN PARTI FASCISTE :

□ un vrai parti politique fasciste :

- militants (50 à 60 000 vrais cotisants au maxi. D. en a proclamé 300 000 maxi. !)

Bcp chômeurs et ouvriers (venus avec D. du PCF), beaucoup dissidents du Parti

social français, beaucoup de jeunes (≠ Parti social français)

- doctrine (mais assez pauvre) : un Fascisme "2e manière" :

* anticapitalisme (+ verbal que réel)

* anticomm., antiparl.

* antisémitisme (avec un certain retard)

* mais D. refuse employer mot "fascisme"

- un chef

- emblèmes : drapeau, salut, hymne

- grande popularité

- soutien à l'Esp. franquiste (uniquement verbal, c. dans le reste de la droite)

- résolument munichois sept. 1938

- fer de lance du Front de la Liberté (voir + haut), anticomm., regroupant formations de la droite nationaliste

□ sympathies très étendues dont Doriot et le PPF bénéficient :

- >>> Tardieu

- signification profonde : entre 1934 et 1937, une partie des droites classiques se laissent gagner par le vocabulaire et circonvenir par la propagande des fascismes (évolut. à l'inverse du Parti social français)

□ avenir :

- échec du Front de la Liberté provoque léthargie du PPF

- Doriot sombre dans Collaboration : Légion des Volontaires français sous unif. allemand

- le "Führer français" disparaît en fév. 1945, dans débâcle du Grand Reich, sa voiture mitraillée par avion allié

e) L'Alliance démocratique dans les années 30

□ Durant années 30 déchirée vifs débats Flandin (partisan all. avec rad.) X Tardieu et surtout Reynaud. Cf. Fr. Audigier, "L'Alliance démocratique de 1933 à 1937 ou l'anachronisme en politique", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1995, pp. 147-157

□ Flandin (1889-1958) : dép. Yonne, PDC en 1934, grand homme de l'apaisement au moment de Munich (envoie même des télégrammes de félicitations à tous les signataires !). Dirigera le gouv. Vichy déc. 1940-fév. 1941 ; sera acquitté du chef de collab. par haute Cour de just. juill. 1946

□ André Tardieu (1876-1945) :

- collab. Clemenceau à la Conf. Paix, plusieurs fois ministre. Fin 1933, décide renoncer à une action parlementaire qu'il juge stérile pour lancer mouvement de réflexion sur réforme des institutions. Échec >>> abandonne vie parl., écrit ouvrages/ idées/ institutions. Terrassé par attaque en juill.1939.

- réf. bibliogr.

F.Monnet, *Refaire la République. André Tardieu, une dérive réactionnaire (1876-1945)*, Fayard, 1993, 638 p.

N.Roussellier, *André Tardieu (1933-1939), un itinéraire politique et intellectuel dans les années trente*, mémoire de maîtrise, Paris X- Nanterre, 1985, 169 p., dactyl.

N.Roussellier, "André Tardieu et la crise du constitutionnalisme libéral (1933-1934)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1989, pp. 57-70.

- utiliser le passage idoine du dossier biogr. / i. e. : « 'Lorsque Poincaré malade doit quitter le pouvoir Tardieu fait figure de leader potentiel d'un centre-droit désormais privé de chef et c'est lui qui succède à l'ancien chef de l'État à la tête du gouvernement. Au moment où se manifestent les premiers symptômes de ralentissement économique dus au krach de Wall Street, il entend faire la « politique de la prospérité », jugeant nécessaire une relance de l'économie par l'État grâce à un vaste plan d'équipement national. Mais l'abandon de la rigueur financière et sa politique sociale qui le conduit à élargir la portée de la loi sur les assurances sociales, inquiètent les parlementaires de droite qui cherchent un prétexte pour le renverser. Le scandale Oustric arrive à point nommé pour provoquer la chute du ministère en décembre 1930. Tardieu qui s'interroge sur les raisons de son échec ne les impute pas à sa politique mais il incrimine les institutions. Le drame, selon lui, vient de ce que les pouvoirs publics, exécutif et législatif, sont irréductiblement hostiles l'un à l'autre et il préconise dès cette date une réforme des institutions. Ministre de l'Agriculture de janvier 1931 à janvier 1932, puis ministre de la Guerre en janvier-février 1932, il redevient Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de février à mai 1932. L'échec de la majorité qu'il conduit aux élections de 1932 l'ulcère profondément. Dès la fin de 1933 il décide de renoncer à une action parlementaire qu'il juge stérile pour lancer un mouvement de réflexion sur la réforme des institutions. Mais l'émeute du 6 février 1934 lui donne l'occasion de tenter d'appliquer ses idées. Il accepte de Doumergue le poste de ministre d'État et le pousse à proposer une réforme de l'État tout en ne cessant de ferrailler contre les radicaux (ses collègues au gouvernement), qu'il dénonce comme les responsables du blocage de la vie politique. L'échec de Doumergue et celui de la réforme de l'État le persuadent de mettre ses anciens projets à exécution. Il abandonne la vie parlementaire, se retire dans un petit village près de Menton et entreprend d'écrire des ouvrages pour défendre ses idées sur les institutions. Et dans ses divers livres *Sur la pente...*, *Le Souvenir captif*, *La profession parlementaire*, il critique le parlementarisme qui, à ses yeux, ne répond plus aux exigences de la vie contemporaine. »

□ Paul Reynaud (1876-1966) : député Basses-Alpes 1919>>>>, intéressé par probl.éco.& fin. Personnalité politique de 1er plan, il cce carrière min. au poste prestigieux de min. Fin. du 2e cabinet Tardieu de mars-déc.1930, occupant ensuite >>> 1932 postes min. imp. Mais un solitaire, suspect à la gauche comme à la droite. Utiliser le passage suivant de sa biogr. du dossier biogr. : « Pendant le Front Populaire, Paul Reynaud, qui figure dans l'opposition (il a été réélu de justesse), met en garde le gouvernement contre des mesures sociales non assorties d'une relance de l'économie et il conseille à nouveau la dévaluation, jugeant insuffisante celle de l'automne 1936. Il ne réussit pas davantage à se faire entendre lorsqu'il réclame la constitution d'un corps cuirassé d'intervention analogue à celui dont l'Allemagne est en train de se doter, Daladier se montrant hostile à une réforme que désapprouve l'État-major. Enfin, il ne cesse de critiquer la loi des 40 heures qui, à son avis, gêne le redressement industriel de la France et qu'il propose d'aménager. Sur tous ces points, l'homme politique va à contre-courant des tendances dominantes du pays et il connaît une assez grande impopularité. Cependant, en dépit de celle-ci, son refus de conduire contre le Front Populaire l'opposition haineuse et systématique que mène la plus grande partie de la droite lui donne une place à part : en mars 1938, il est un des rares hommes politiques de l'opposition à accepter l'idée d'un gouvernement d'union nationale conduit par Léon Blum et allant « de Thorez à Marin ». C'est pourquoi lorsque Daladier constitue en avril 1938 un gouvernement qu'il souhaite rééquilibrer vers le centre-droit, il fait de Paul Reynaud son ministre de la Justice, poste qu'il échange en novembre 1938 contre celui des Finances quand Daladier place désormais en priorité le redressement économique du pays. On trouve à son cabinet Michel debré, Alfred Sauvy, Maurice Couve de Murville et d'autres jeunes gens pleins d'avenir. Le plan Reynaud de redressement de l'économie a pour objet une relance de la production dont le ministre impute l'insuffisance à la loi de 40 heures et à la faiblesse du crédit. Les décrets-lois publiés à partir du 13 novembre 1938 entendent porter remède à cette situation au prix d'une sévère augmentation des impôts, de la réalisation d'économies administratives draconiennes, de l'assouplissement de la loi de 40 heures, théoriquement maintenue, mais aménagée de telle sorte qu'il soit possible de demander aux ouvriers des heures supplémentaires payées à un taux supérieur de 10 à 25 % au taux des heures normales. Cette rigoureuse politique, destinée à permettre à la France de faire face à ses dépenses de réarmement devant la guerre qui menace, va provoquer la vigoureuse réaction des partis de gauche, qui organisent avec la C.G.T. la grève du 30 novembre 1938. Mais elle débouche sur d'incontestables résultats, le redressement de la situation financière de la France et la reprise de la production, qui intervient cependant trop tard pour faire sentir ses effets au moment du conflit. »

□ Conclusion sur Paul Reynaud (1876-1966) :

- un des chefs de file de l'Alliance démocratique (voir + haut)
- ses vues financières font de lui un solitaire suspect à la gauche comme à la droite. Ne s'avise-t-il pas en effet en 1934 de se prononcer pour une dévaluation du Franc, ce qui provoque un tollé général dans une opinion attachée jusqu'au fétichisme au maintien de la valeur de la monnaie ?
- 2e combat : pour une réforme complète du système de défense (pour logique avec alliance avec petites puiss. et appui sur SDN) ⇒ appui à de Gaulle
- rompant une nouvelle fois avec l'attitude de la majeure partie de la droite, R. critique l'attentisme du gouv. dans affaire d'Éthiopie, et refuse de conduire X Front populaire (auquel il est hostile) l'opposition haineuse de l'E. de la D ⇒ une place à part
⇒ ministre dans gouv. Daladier (Justice puis nov. 38 Finances) ⇒ décrets-lois
- **PDC en mars 1940, mais alors sa marge de manœuvre est étroite** ⇒ démission 9 mai 1940.

f) Au-delà des partis dans les années 30

□ les avatars de l'Union nationale :

- 3e expérience (Doumergue 1934) ressemble à 2e (et s'en veut la répétition). Pas de social., mais D. n'a pas l'autorité de P. sur son équipe. Se poursuit (gouv. D., Flandin, Bouisson, Laval) >>> janv.36. Radicaux y mettent fin, en rejoignant le Front populaire.
- un semblant de 4e expérience en mars 1940 : gouv. Reynaud avec des social., mais Blum n'a pas de portefeuille, Fédé. Répu. en dehors (car R. n'a pas offert de portef. à L.Marin, pour raison de "symétrie"!).

* Diff. remaniements, liés à la conduite de la guerre et aux Q de personn.

* Pas de véritable volonté d'UN

□ Henri de Kérillis (1889-1958) :

- ancien officier de la GG, devenu 1926 chef service de politique intérieure de *L'Écho de Paris*
- fonde le Centre de Propagande des Républicains nationaux, chargé fournir articles aux nbreux petits journaux D, ainsi que tracts, affiches aux candidats aux élections des diverses formations modérées
- député 1936, farouche opposant au Front populaire, mais cet homme de droite est violemment hostile aux accords de Munich, et il est le seul député non-comm. à voter contre eux. Préconise désormais une alliance contre All. de ts pays europ. (dont URSS); menacé d'arrestation par gouv. Vichy en juill. 1940, il gagne GB puis EU.

□ "C'est Pétain qu'il nous faut I" :

- popularité et postes considérables après la Guerre
- le grand inspirateur de la politique militaire

- inspire confiance au personnel politique "républicain" (ménager du sang des soldats, pas de coloration politique...). **Naïve a été la gauche ! (bis)**

- le dernier grand chef survivant de la GG dans années 30

- campagne 1935 sur thème "C'est Pétain qu'il nous faut !", lancée par Gustave Hervé.

Implicitement : pourrait être le "chef" d'un pouvoir "fort" auquel beaucoup hommes de D songent.

- P. n'encourage nullement, mais est devenu un symbole (d'autant + que ministre de la Guerre dans cabinet Doumergue 1934), l'homme dont le prestige contraste avec le discrédit croissant du régime

⇒ ambassadeur à Madrid auprès de l'Esp. franquiste, rappelé par Reynaud le 17 mai 1940.

- Se sent désormais l'homme indispensable. Avec le temps et l'atmosphère de flagornerie **autour de lui, l'ambition politique lui est venue...**

□ Importance du Front populaire dans la fusion et la cristallisation des opposit. du type républicain mais antiparlementaire (ou l'inverse) : cf. perso. de Jean Ybarnegaray (1883-1956), député des Basses-Pyrénées, m. extr.-droite national. et catho. que sa très violente critique de la République parlementaire va mener dans nbreux grps extr.-dr. (VP des JP, représentant des Croix de Feu au Parlt, Parti social français, etc.) et à être le grand orateur de la violence contre Briand, les gouv. d'après l'affaire Stavisky, l'accueil des réfugiés espagnols.

- Ce représentant symbolique de l'extr.-dr. connaît l'apogée de sa carrière polit. au moment de la défaite de 1940. Ds la tentative de semi-union nat. que P.Reynaud tente de mettre en place au moment de l'attaque allemande, Y. est nommé min. d'État le 10 mai 40. Pétain, devenu PduC. le 16 juin le conserve dans son gouv. (min. des anciens combattants et de la Famille fr.), mais ne figure plus dans gouv. remanié du 12 juillet. Sa carrière illustre paradoxalement le destin du nationalisme fr., conduit à tenter sans grand succès d'ébranler la Rép. durant l'essentiel de son existence et qui ne parvient à se réaliser que lorsque la défaite du pays entraîne celle du régime qu'il déteste.

2°) Pendant la 2^e Guerre mondiale

a) La droite à Vichy

□ la Révolution nationale, revanche d'une longue tradition idéologique minoritaire :

- L'idéologie dominante : le traditionalisme :

* de la défaite à l'ordre moral : comme aux débuts de la Restauration et de la III^e

République, la droite traditionaliste s'appuie sur une interprétation morale et politique de la défaite présentée comme un châtement mérité en punition d'un processus de décomposition et d'avilissement de la nation commencé avec la Révolution française, source de tous les

maux. Pour les traditionalistes de 1871, la décadence avait été accélérée par l'hédonisme du Second Empire ; pour ceux de 1940, la responsabilité du désastre incombe plus particulièrement au Front populaire coupable à leurs yeux d'avoir aggravé l'indolence de la société. Le pétainisme installe un climat de repentir national dont témoigne en 1940-1941 une volumineuse littérature d'expiation qui pousse les Français à l'examen de conscience et au *mea-culpa* collectif : entre autres titres, *Après la défaite* de Bertrand de Jouvenel (1940), *Chronique privée de l'an 1940* de Jacques Chardonne (1940), *Le Journal de la France* d'Alfred Fabre-Luce (1941), *Le Solstice de juin* de Henry de Montherlant (1941), *La Moisson de Quarante* de Jacques Benoist-Méchin (1941), *La seule France* de Charles Maurras (1941), *Les Idées restent de Henri Massis (1941)...* “ *La France est bruissante de millions de confiteor* ”, écrit Fabre-Luce. Le défaitisme expiatoire de l'ultra-droite réclame une pénitence d'autant plus grande que le traditionalisme, minoritaire et écarté des responsabilités tout au long de la III^e République, prend en 1940 une grande revanche historique sur toutes ses défaites politiques : 1936 bien sûr mais aussi 1924 (le Cartel des gauches), 1902 (le Bloc des gauches après l'affaire Dreyfus), 1889 (l'échec du boulangisme), 1877 (défaite de Mac-Mahon), etc., trame chronologique de l'échec répété et du ressentiment accumulé depuis **1789 au cours de ce que Maurras nomme “ cent cinquante années d'erreur ”.**

* Le pétainisme (ou vichysme), doctrine traditionaliste de la Révolution nationale, puise à tous les courants de pensée réactionnaires depuis la Révolution française. L'antilibéralisme de Vichy s'inspire des théoriciens de la Contre-Révolution comme Joseph de Maistre et Louis de Bonald ; sa critique de la société industrielle, de la pensée de Le Play ; son corporatisme, des chefs de file du catholicisme social, Albert de Mun et René de La Tour du Pin ; son discours de “ *redressement intérieur* ” rappelle les analyses de Renan (*La Réforme intellectuelle et morale*, 1871) et de Taine au lendemain de Sedan ; son antisémitisme s'inscrit dans le droit fil de Drumont (*La France juive*, 1886) ; son nationalisme fermé doit beaucoup au Barrès des *Scènes et Doctrines du nationalisme* (1902) ; sa mystique nationale, au Péguy de *Notre Patrie* (1905). L'influence de Charles Maurras (1868-1952) est importante sans être exclusive. Le vieux chef de l'Action française, idéologue infatigable du nationalisme intégral, salue l'arrivée au pouvoir de Pétain comme une “ *divine surprise* ” : il soutient avec ardeur la Révolution nationale et se rallie à la collaboration d'État pourtant **contraire au principe de la “ seule France ”.** Des maurrassiens, pour la première fois, accèdent aux commandes de L'État, hauts fonctionnaires comme Henri Du Moulin de Labarthète (directeur du cabinet civil de Pétain) ou ministres comme Raphaël Alibert (à la Justice). Le traditionalisme de Vichy se nourrit également de l'esprit ancien combattant attaché aux valeurs militaires du “ *devoir* ”, de l’“ *obéissance* ” et du “ *sacrifice* ”. La Révolution nationale est enfin l'héritière des renouveaux du nationalisme des années Trente. Elle reprend de nombreux thèmes des ligues de droite, tout particulièrement des Croix de

Feu. Elle prolonge aussi les idéologies de troisième voie esquissées par les intellectuels “ *non conformistes* ” (comme les a appelés l'historien J.-L. Loubet Del Bayle) rejetant le libéralisme comme le marxisme : on trouve à Vichy des représentants de leurs recherches doctrinales, d'inspiration spiritualiste (Robert Aron d'*Ordre Nouveau*) ou technocratique (Jean Coutrot du groupe “ *X-Crise* ”). La synthèse de tous ces courants idéologiques est faite par les théoriciens du régime (le juriste Raphaël Alibert, l'écrivain Henri Massis, les philosophes René Gillouin et Gustave Thibon) mais ne débouche pas sur une doctrine précise : pour le grand public, la Révolution nationale se confond avec le moralisme sentencieux des nombreux discours du maréchal Pétain (pas moins de 123 du 17 juin 1940 au 20 août 1944). D'une voix chevrotante et dans un style sec tournant à l'aphorisme, le chef de l'État français se fait le guide d'une politique de réaction triomphante.

- Une politique de réaction triomphante :

* La Révolution nationale entend reconstruire la France sur des bases traditionnelles. Elle condamne l'individualisme et l'universalisme de la société libérale, tenus pour responsables d'un déracinement de l'homme et d'une décadence du pays. Pour y remédier, elle se fonde sur une conception organique de la société présentée comme un ensemble de communautés naturelles hiérarchiquement ordonnées : la nation (communauté suprême), la région, la profession et la famille (communauté de base). Ces cellules encadrent l'individu et l'attachent à la collectivité par des liens d'obéissance et de solidarité **qui doivent rester indissolubles. C'est le sens profond de la triade “ Travail, Famille, Patrie ”.**

* cf. conceptions de la nation, de la région, de la profession, **de la famille, de l'éducation, etc.**

* Rupture idéologique et institutionnelle dans l'histoire contemporaine de la France, le régime du maréchal Pétain mène, sur fond de moralisme pénitentiel, une politique de réaction contre la démocratie libérale et la République laïque. Mais Vichy ne se résume pas à son image de marque traditionaliste. C'est un régime complexe et même contradictoire, dont l'héritage se partage entre des éléments de postérité et un discrédit durable.

□ mais « Vichy n'est pas un bloc », écrit l'historien Robert Paxton. Il n'y a pas *un* mais *des* Vichy, parallèles et successifs : le régime du maréchal Pétain est composite, ambivalent et évolutif. Un régime ambivalent, composite, évolutif, etc.

□ R.Rémond, p. 238 : « **Non seulement Vichy ce n'est pas toute la droite, ou toutes les droites, mais ce n'est pas constamment la même : grossièrement, l'évolution s'opère dans le sens d'un glissement de la droite traditionaliste à une droite fascisante. Ainsi la droite libérale n'a jamais joué ni revendiqué le premier rôle...** »

□ Vichy sublime et réduit la droite, cf. La Révolution nationale, appuyée sur la France profonde, notamment exaltation de la famille, un régime qui se veut agrarien. Mais corporatisme et étatismes

□ autres idées importantes :

- Vichy est, comme toute la droite dans toute son histoire, mais encore plus, une véritable boîte de Pandore idéologique, ne serait-ce que parce que Vichy est le retour en force des milieux catholiques, des « non-conformistes », des maurrassiens, des ligueurs, des « technocrates », des « néos »,

b) La droite dans la Résistance

- un lien avec Vichy, car il y a une résistance en plein Vichy (officiers, Giraud, etc.) et la résistance intérieure respecte longtemps la figure du Maréchal
- La droite à Londres ? Aucun ralliement d'homme politique de droite et de premier plan ! Conséquences importantes pour le gaullisme. Et **de Gaulle n'est pas « de droite »**...
- **En 1943, le CNR consent à ce que l'Alliance démocratique soit représentée** en son sein, mais pas n'importe comment
- C'est Joseph Laniel qui la représente. Pourquoi ?
- Certes il avait voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940
- **mais en sept. 1938 il avait démissionné de l'ARD pour protester contre l'attitude munichoise de P.-É.Flandin** ⇒ sous-secrétaire d'État aux Finances dans le gouvernement Reynaud de mars 1940
- et il avait noué dès 1941 des contacts avec divers groupes de résistance
- et il était entré dans la clandestinité fin 1942

3°) Après la 2^e Guerre mondiale

a) La droite hors jeu à la Libération et au temps du tripartisme

- élection de la 1^{ère} const. (21 oct. 1945): modérés : 15 %, 67 s. ⇒ la droite classique a "disparu" !
- S.Berstein au colloque de Rennes sur la reconstitution des droites à la Libération (mai 2003) : la droite est un « champ de ruines » !
- R.Rémond avait écrit (p. 243) : « **En 1945, l'heure semble effectivement venue d'écrire sur l'histoire de la droite le mot fin** ».
- S.Guillaume (« Les droites et la IV^e république », dans J.-J.Becker dir., "La IV^e République. Histoire, recherches et archives", *Historiens et Géographes*, avril-mai 1997, pp. 97 et suiv., p. 335) : une « hibernation »
- SS, nationalisations, planif. = barrages à la droite
- tripartisme = ...
- 3^e force = Les "centristes" au pouvoir
- les idées de la droite semblent hors jeu
- le noyau dur, pétaniste, réduit au silence

- une première coupure = 5 mai 1947 : « démission » des ministres communistes
- une 2^e = troubles sociaux de 1947
- de Gaulle est-il un homme de droite ? non, il le devient en 1947 : sa lutte contre la IV^e République le rapproche bon gré mal gré des fidèles de Vichy

b) La droite remise en selle sous la IV^e République

□ coupure essentielle = 6 mars 1952, investiture d'Antoine Pinay :

- une nouvelle majo., de CD, va gouverner pendant > 2 ans (min. Pinay, mars-décembre 1952, R.Mayer, janvier-juin 1953, J.Laniel, juin 1953-juin 1954)
- majo. apparemment + cohérente que la troisième Force
- s'entend pour pratiquer une politique orientée autour de trois axes :

* redressement éco. et fin.

* rigueur sociale et anticommuniste

* poursuite politique colo. de maintien de la souv. fr. (inaugurée auparavant)

□ un autre modéré Joseph Laniel lui succède à la pr. du Conseil

J.L. = résistant de droite, protégé de Paul Reynaud

□ la « machine républicaine » s'enraie en 1952-1954 ⇒ **1954 = tournant dans l'histoire de la IV^e Rép.**, coïncidence avec la 1^{ère} édition de René Rémond, *La Droite en France de 1815 à nos jours*, Aubier, div. rééditions, dont *Les Droites en France*, 1982, 544 p.

□ date symbolique = 1953. L'année 1953 confirme le retour de la droite aux affaires, puisque deux de ses représentants parviennent à la tête de l'État, Joseph Laniel à Matignon (juin 1953), René Coty à l'Élysée (décembre 1953).

□ L'anticommunisme ciment de la droite

- cf. le Parti paysan créé par Paul Antier le 11 juillet 1945

- cf. PRL, le Parti républicain de la Liberté (22 décembre 1945) : une nouvelle formation, dont Michel Clemenceau, en raison de la notoriété de son nom, devint le porte-drapeau. La **constitution du PRL rencontra l'hostilité de Louis Marin et de la Fédération républicaine** (voir la base)

- et Mathias Bernard au colloque de Rennes sur la reconstitution des droites à la Libération (mai 2003) : le PRL déçoit très vite

- cf. 1948 : naissance du Centre national des Indépendants, de Roger Duchet, qui devient en février 1951 le CNIP et connaît des succès importants entre 1951 et 1954

- voir aussi **La peur du rouge...**

□ une droite populiste : le poujadisme : voir la base

c) Une nouvelle famille de droite, le gaullisme, le « courant gaulliste »

- le mot de « gaullisme » **n'apparaît que 5 fois dans l'œuvre de De Gaulle !!**

□ thèse classique de R. Rémond : le gaull. est l'héritier d'une des 3 droites, celle qui a opéré un amalgame d'éléments hétérogènes sous le signe du nationalisme, et dont le bonapartisme est un précurseur, avec ses 2 composantes, réact., "ultra" en quelque sorte, et populaire et plébiscit.

□ nationalisme est une des 3 nouv. formes de la droite à la fin du 19^e s. avec les Ralliés, héritiers des lég., et les Progressistes, hér. des orléanistes, une forme née av. le boulangisme et l'AD

- Caractéristiques : milit., antiparl., anti-intell., et (c. bonap.) goût de l'autorité, prestige de la **force, attrait de la gloire, culte du chef...**

- Un élément neuf s'était ajouté, dont le bonap. était exempt : l'antisémitisme

- Le nat. avait réussi, en quelques années, à imposer, bon gré, mal gré, son style, son ton, et ses méthodes, aux autres droites

□ avant les preuves de filiation :

- diff. préliminaires :

* hétérogénéités du gaullisme :

à la fois à un moment donné, et dans le temps : le gaullisme s'est transformé, celui de **1940 et celui de 1960 sont ≠, l'UNR ne fut pas la même chose que le RPF**

au fond 3 "âges" du gaullisme : le gaull. "héroïque" de 1940, le gaull. "militant" de 1947, le gaull. "gouv." de 1958 ⇒ 2 ou plusieurs générations de gaullistes :

* les "gaullistes historiques". Cf. les "Compagnons de la Libé.". Certains ont disparu de l'univers gaull. à la Libé., pour refaire surface sous la Ve (Pierre Messmer, Maurice Couve de Murville). Mais la plupart ont été de toutes les aventures, de la résistance au RPF, puis aux républicains sociaux, en attendant la Ve (l'UNR, puis l'UDR, puis le RPR) : Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, Edmond Michelet (**mort 1970**), **Roger Frey...** **Cercle étroit dans lequel Pompidou est le seul gaulliste d'après 1940 à avoir réussi à pénétrer**

* la "relève" : tournant date de 1967 : l'image du "jeune gaulliste" est valorisée, aux dépens de celle du vieux compagnon. Cause : les "modernes" (G. Pompidou) et les "**pragmatiques**" (Chaban, Frey...) **tirent alors prudemment le gaullisme vers l'après-de Gaulle**. Conséquence : la relève des équipes dirigeantes : Robert Poujade, secrét. gal 1967>>>, 12 ans en 1940 ; dans les équipes gouv., il devient + imp. d'avoir l'étiquette UDR que celle de Comp. de la Libé. ; carrière fulgurante de Jacques Chirac, qui entre au cabinet de Pompidou 1962, devient député et secrétaire d'État à l'Emploi 1967, id. à l'Éco. et aux Finances 1968, min. des relations avec le Parlement 1971, min. de l'Agric. 1972, de l'Int. 1974, Premier Ministre 1974, maire de Paris 1977

* ⇒ cf. formule de De Gaulle : "Le gaullisme, c'est tantôt mille fidèles, tantôt le pays tt entier. Tt le monde a été, est ou sera gaulliste."

* de +, le gaullisme se veut un rassemblement : il récuse les div. tradit., et par-dessus tout la div.droite/G, qu'il tient pour désuète et qu'il accuse d'entretenir de stériles oppositions (= la "politique politicienne" de Malraux) ⇒ il veut emprunter indifféremment à droite et à G et, de fait, gaullistes de G et gaull. de droite voisinent. Une mystique de l'unité. Il s'agit de "rassembler les Français sur la France", de renouer av. ces instants privilégiés qu'avaient été l'Union sacrée et les victoires de 1918 et 1945

- RR démontre que gaullisme n'est ni la + anc. des traditions de droite, ni la tradit. orléaniste, libérale et parlementaire (facile)

□ ressemblance RPF (IVe)/boulangisme :

- ambiguïté du progr. ⇒ hétérog. de la clientèle :

* courant en prov. de la G (des radicaux dans les 2 cas)

* recrutement massif à droite

- hostilité au régime établi, Rép. parl. dans les 2 cas (accusée de mal défendre l'intérêt nat.)

- salut réside dans révision d'une Constitution mal faite :

pour lui substituer régime av. chef de l'État aux pouvoirs forts (mandat reçu du peuple, président de la République au-dessus des combinaisons et des fluctuations), avec dissolution de l'ass. en place

- agitation et polémique aux formes très voisines : violence de l'insulte, insolence dans le sarcasme

- géographie des 2 forces :

RPF a remp. succès éclatants dans villes et régions qui s'étaient autrefois ralliées au boulangisme (ex. : Paris, 40 % de voix RPF aux municipales d'octobre 1947)

□ les ressemblances gaullisme/bonap. :

- tous 2 passés de l'opp. au pouvoir avec des traits similaires. Gaullisme a été longtemps un corps étranger dans le syst. politique fr. De 1946 à 1958 celui-ci y résiste de toutes ses forces

- g. tend à se servir du monopole de la TV c. le SE de la presse

- les 2 régimes rassurent les possédants, satisfont le goût de l'ordre public, le besoin de stabilité, ils apparaissent c. des garanties, contre le "radicalisme" au 19e s., le comm. au 20e s.

- ils affichent des préoccupations sociales, s'intéressent aux probl. du travail, à la condition ouvr., abrogent les dispositions qui faisaient de la grève un délit, ou encouragent l' "association capital-travail", l' "**intéressement à l'entreprise**", la "**participation**" gaulliste... dans un idéal de réconciliation sociale

* NIII avait eu son cousin le prince Jérôme

* de Gaulle eut l'UDT, fondée avril 1959, Léo Hamon (mort 1993) et Louis Vallon (1901-1981). LV venu de la SFIO et de la Résistance, passé par le RPF et fondateur de l'UDT,

avec René Capitant et Yvon Morand. LV député gaulliste très passionné, hostile au libéralisme pompidolien et giscardien, et finalement exclu de l'UDR (car fusion UNR-UDT après les élections de 1962). A appelé à voter Mitt. en 1974

- des politiques éco. parentes :

* usent du pouvoir pour faire des réformes, prennent des initiatives

* ressembl. StSim. années 1860 & techno. années 1960 : modernisme et volonté de briser résistances et routine

* ressemblance compatible av. explication du gaullisme par les marxistes :

Ils expliquent gaull. par transf. capit. fr. : concentration des capitaux, des entr., du pouvoir ind., dans une France qui s'ouvre à la concurrence du capit. internat., et modernise son app. de prod., a rendu désuet le syst. politique tradit. du pays

⇒ puissance de l'État et puiss. des monopoles se trouvent réunies dans un mécanisme unique, pour lequel le parlement tradit. est encombrant et nocif

- utilisation, une fois au pouvoir, d'hommes qui n'ont pas de passé politique, de "grands commis", de hauts fonctionnaires

- alliance d'ordre et de progrès, ou, pour emprunter à de Gaulle lui-même une formule où il résumait dès 1945 son progr., du "neuf" et du "raisonnable"

- passion de la grdeur de la F., idée de la puissance de la F., aspiration à l'unité nat., voulue pour elle-même, autant que c. condition de la grdeur. Cf. le "De tout temps, je me suis fait une certaine idée de la F."

- goût de la démo. directe, que traduit la pratique du ref.

- un certain charisme dans les 2 cas :

* ttefois, la seule explication par le charisme est très insuff.

* de +, NIII et de Gaulle ont revendiqué, et obtenu, l' "oïnt du peuple"

* cf. de Gaulle au moment de l'aff. des barr., le 29 janvier 1960 : "En vertu du mandat que le peuple m'a donné et de la lég. nat. que j'incarne depuis 20 ans, je dde à tous et à toutes de me soutenir quoi qu'il arrive."

- empirisme et pragmatisme dans les 2 cas :

* cf. la politique de De G. vis-à-vis de l'All.

* +, dans les 2 cas, art de faire croire qu'on contraint les événements à se mouler dans le plan qu'on a conçu au préalable, alors qu'on a du s'incliner devant la nécessité des faits (cf. la politique alg. de De G.)

- il n'est pas >>> la politique ext. où l'on ne puisse relever des similitudes frappantes. C'est ainsi que le DPDEM, maintes fois proclamé par de Gaulle, fait écho au principe des nat. cher au NIII des "idées nap.". Idée fondamentale de grandeur

- Cf. maîtres mots (cf. J.-M. Cotteret & René Moreau, *Le vocabulaire du général de Gaulle*, Armand Colin, 1969, et l'*Index des thèmes traités par le général de Gaulle* publié chez

Plon) : substantifs France, pays, République, État, monde, peuple, nation, progrès, paix, **avenir, grandeur, unité, indépendance...**

- ~~gaullisme = "bonap. filtré, adapté" (RR) gardant l'essentiel, i.e. l'alliance démo./nat., et la rééquilibrant, car depuis le boulangisme, croissance démesurée de l'élément nat. aux dépens des autres composantes, et glissement à droite~~

□ ~~même problème historiographique : le « gaullisme de gauche » existe-t-il ?~~

□ ~~3 diff. gaullisme/bonap. :~~

- clientèles :

* SE : + fidèles soutiens dans les camp.

* RPF puis UNR : succès les + massifs dans villes et régions en développement

- évolution : aspect parl. débuts Ve corr. à fin du SE

- postérité :

gaullistes se sont préparés de longue date à assumer l'héritage gaullien ⇒ le gaull. ne s'effondre pas en 1969 c. le bonap. en 1870, ou le boulang. avec le suicide de B. en 1891

□ ~~les autres interprétations du gaullisme :~~

- analyses de type marxiste :

* gaullisme = variété de fascisme

Cf. style musclé du RPF, en 1958 manif. pop. de G X retour de De G. au pouvoir au cri de "le fascisme ne passera pas !"

* 1959>>>, g. correspond au "capit. monopoliste d'État" (cf. + haut), alors qu'au capit. des petites entr. corr. la démo. parl. tradit.

Faiblesse de cette thèse : patronat et milieux d'aff. n'ont pas toujours soutenu gaullisme (mais, en 1965, une partie pour Lecanuet, en 1969 : Poher, 1974 : Valéry Giscard **d'Estaing**)

* thèse de Serge Mallet :

gaull. = expr. d'une éco. "néo-capitaliste", marquée par soc. de consommation, renf. des structures autoritaires, etc.

Mais : pourquoi pas dans autres pays d'Eur. occid. ? pourquoi gaull. fit-il toujours passer la politique de grdeur nat. avant les satisfactions mat. des consommateurs ?

- ~~explication par Jean Charlot dans *Le phénomène gaulliste* :~~

* gaull. corr. à notion de parti d'électeurs (c. le parti conservateur en Grande-Bretagne) X parti de militants ou de notables

⇒ = parti dont l'obj. est la conquête de positions électorales

* refus de toute doctrine rigide et gouvernement pragmatique

* depuis 1962, gaull. corr. aussi à notion de "parti dominant" (majoritaire, par opp. au multipartisme ant.)

* mais :

parti gaull. est aussi un parti d'élus (rôle imp. du grpe parl.)
 il n'était pas un parti d'électeurs à ses débuts
 RPR a cherché à dev. un parti de masse

Conclusion

- clivage gauche-**droite n'a pas disparu, tant s'en faut**
 - caractère a-constitutionnel des partis (avant C. de 58, paradoxale : cf. le "régime des partis". Elle dit : "Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement."), mais conforme aux aspirations de la " classe politique ". **Nbreuses ont été les const. fr. qui, explicitement,** ont prévu qu' "aucune section du Peuple ni aucun individu ne peut s'en [la souveraineté] attribuer l'exercice", ce qui visait, partiellement, les partis politiques
 - imp. des formes de "dépassement"
 - imp. des renouvellements aussi ⇒ où placer le gaullisme ? la droite populiste ? seulement comme descendants du bonapartisme ? **c'est l'un des débats historiographiques qui subsistent**
 - surtout : la tripartition canonique de R. Rémond ne se réfère-t-elle pas trop à la seule question du régime politique à instaurer ? Ne peut-on pas lui substituer une tripartition en termes de sensibilités culturelles : conservateurs / modérés / populistes ?
- + que le gaullisme de gauche ne semble guère exister...